# Iultte % Ouvriere

HEBDOMADAIRE paraît le mercredi 19 FÉVRIER 1969

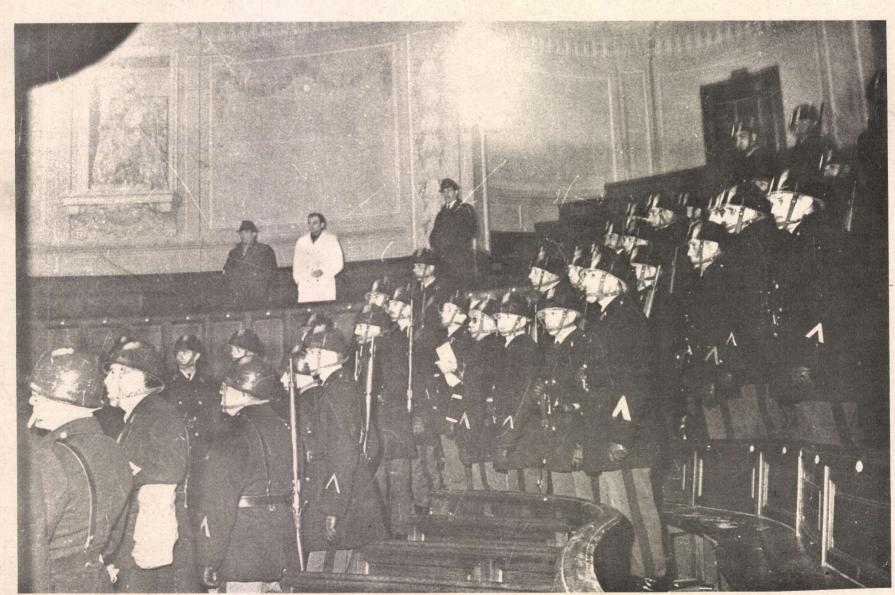
Nº 31

Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

RÉFÉRENDUM :

dites-lui OUI... dites-lui NON...

# dites-lui M...:



Un amphithéâtre de la Sorbonne : la police la plus cultivée du monde...

Photo Elie Kagan

Edgar Faure n'a pas gagné la partie

page 2

En pages 8, 9, 10 et 11 :

La pseudo-journée d'action du 12 février dans les entreprises

# Edgar Faure n'a pas gagné la partie...

DGAR FAURE a-t-il gagné la bataille des élections? C'est ce que prétendent la presse et la télévision au service du gouvernement. C'est aussi ce que prétend « L'Humanité », ce qui ne l'empêche nullement de se féliciter du succès des listes U.E.C. baptisées pour l'occasion « U.N.E.F. renouveau ». (Décidément, qu'il s'agisse de la démocratie ou du syndicalisme étudiant, le P.C.F. est devenu une véritable entreprise de ravalement!)

La vérité est moins « rassurante » sur les résultats déjà obtenus - et il faut préciser que jusqu'à présent 23 % seulement du « corps électoral » étudiant a été amené à se prononcer — la moyenne de la participation électorale est de 56,50 %, alors que le quorum fixé par la réforme est de 60 %. Et encore la grande épreuve n'a pas eu lieu, puisque les plus grosses unités d'enseignement parisiennes n'ont pas encore été appelées à voter (celles de la Sorbonne, Vincennes, Nanterre lettres et sociologie, Censier, etc.), et que ce sont les centres les plus « chauds » d'opposition à la loi Faure.

Ainsi donc, à l'heure actuelle, et bien que le gouvernement ait pris la sage précaution de commencer par la périphérie et la province, le quorum, le quorum qu'il a lui-même fixé, n'est pas atteint en moyenne.

Plus grave pour le gouvernement, l'agitation se poursuit dans les facultés où des milliers d'étudiants ont manifesté la semaine dernière leur hostilité à la répression policière. Cela prouve bien, malgré toutes les déclarations gouvernementales, que les gauchistes ne sont nullement isolés en milieu étudiant.

Bien sûr, les bourgeois qui ne reconnaissent plus leurs fils et les staliniens paniqués ne manquent pas d'avancer des explications. Le nombre de manifestants et de partisans du boycott s'expliquerait par l'enchaînement : provocation-répression-solidarité. Ce serait très simple : pour sortir de l'isolement, les gauchistes se livreraient à des actions provocatrices (comme par exemple projection des films de mai, expulsion des appariteurs policiers venus les repérer et alimenter les dossiers des renseignements généraux, meetings de protestation contre la suppression des bourses, ou le manque de locaux, ou le manque de professeurs, etc.), destinées à attirer sur les étudiants une violente riposte policière. Devant les excès des « chaussettes à clous » et de leurs compères les recteurs, un réflexe de solidarité souderait à nouveau étudiants et enseignants autour des « victimes » gauchistes. Et ce serait gagné! Tant pis si certains y perdraient leurs études ou leur liberté pour quelques heures ou quelques jours, les « gauchistes » auraient obtenu ce qu'ils voulaient. Et « L'Humanité » de conclure : « Vraiment, si Sauvageot, Herzberg et les gauchistes n'existaient pas, le pouvoir s'empresseraient de les inventer. » Pourquoi? Tout simplement parce que « les mots d'ordre de boycott conjugués avec les provocations multipliées



Paris, le 13-2-1969, à la Gare de l'Est: Malgré l'important service d'ordre et les nombreuses « interpellations », quelques jeunes ont réussi à rentrer dans la gare pour y manifester contre la résiliation des sursis de 11 de leurs camarades

de ces derniers temps ont contribué à jeter dans les bras des candidats du pouvoir, déguisés en « modérés », des milliers d'étudiants qui aspirent cependant à de véritables réformes. »

En clair, cela signifie que le pouvoir utiliserait les gauchistes pour empêcher le succès des listes U.E.C., seuls vrais partisans de la vraie réforme. Quand on sait l'isolement dans lequel se sont trouvés les staliniens au Quartier Latin et dans les grands centres universitaires après mai, on ne peut que sourire avec admiration devant un tel culot et une telle ineptie.

Evidemment, l'explication des 44 % d'abstentions n'est pas là. Et bien que le général se soit déclaré satisfait, Edgar Faure n'a pas gagné la bataille universitaire, et cela pour une raison bien simple, c'est qu'il n'a pas les moyens de la gagner.



«Quand j'entends parler de SNESup, je sors mes C.R.S.»

Car enfin, pourquoi le gouvernement répondrait-il aux prétendues « provocations » des gauchistes ? Pourquoi enverrait-il ses flics et ses C.R.S. faire la chasse aux jeunes contestataires? Pourquoi répondrait-il à coups de grenades et de matraques aux revendications des étudiants et lycéens? Si, comme chacun le fait remarquer, et comme il le sait parfaitement lui-même, la répression, loin d'isoler les minorités gauchistes, fera verser au contraire dans le camp des enragés de nouveaux contestataires indignés, si la répression, donc, favorise le boycott et défavorise Faure, pourquoi le gouvernement s'en sert-il avec tant d'obstination et de vigueur? Pourquoi tombe-t-il dans le piège que lui tendraient les « gauchistes » ?

Par bêtise? Non, il serait ridicule de sous-estimer ses adversaires, et ni Faure ni son maître de Gaulle ne sont des imbéciles.

Non, en fait, le gouvernement répond par la violence parce qu'il n'a pas autre chose à opposer aux revendications étudiantes. Parce qu'il n'a pas d'argent ni pour les écoles, ni pour les lycées, ni pour les facultés. Parce qu'il n'a pas d'argent ni pour les locaux, ni pour la formation des maîtres et des professeurs. Parce qu'il n'a pas les moyens de s'offrir une université qui forme les enseignants et les chercheurs dont la science et la technique d'aujourd'hui ont besoin. Pourquoi, pour financer des recherches sur le cancer, en est-il réduit à la charité publique? Parce qu'ià l'exemple des autres nations capitalistes, la bourgeoisie française ne peut plus se survivre aujourd'hui qu'en investissant dans de folles dépenses étatiques et militaires, et ce au détriment de l'avenir de toute la société, l'Université étant justement le garant de l'avenir technique et scientifique de la société.

Et c'est tellement visible malgré les mensonges rassurants de la presse docile que là où, spectaculairement, le gouvernement a voulu créer en trois mois une Université pilote à Vincennes, il a tout juste été capable de monter des bâtisses et des salles modèles, bien faites mais vides... de professeurs. Ce n'est pas une politique nouvelle, cela fait des années que ça dure, et Edgar Faure n'a pas les moyens de redresser la situation. Il ne peut jeter que de la poudre aux yeux, et quand cela ne suffit pas, des grenades.

Voilà pourquoi ce ne sont pas les gauchistes qui mettent l'Université à feu et à sang. Voilà pourquoi celui qui veut comprendre le mouvement étudiant doit renoncer à la puérile vision de sorcières gauchistes préparant dans le chaudron de l'Université des philtres diaboliques et révolutionnaires de demain. Les militants révolutionnaires à la faculté ou dans les lycées ne font que donner une voix et tenter de donner une direction à un mécontentement bien plus général et qu'alimente chaque jour l'incapacité gouvernementale. Voilà pourquoi, malgré leurs erreurs ou leurs outrances, les contestataires étudiants ne seront jamais vraiment isolés de leurs camarades. Voilà pourquoi l'Université deviendra en France un foyer de mécontentement et d'agitation permanent que le gouvernement n'arrivera pas à calmer.

Et quand une classe possédante en vient à se battre contre sa propre jeunesse, c'est qu'elle n'a plus rien à lui offrir, c'est qu'elle est elle-même bien malade.

#### Allemagne Le socialisme des barbelés

ERLIN revient à l'ordre du jour. La situation de ce traditionnel point chaud, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, n'est certes pas aussi dramatique qu'elle le fut durant le fameux blocus ni même en 1958. Pourtant la température s'y est de nouveau élevée de quelques degrés à la suite de la décision des autorités de la République Démocratique Allemande d'interdire les voies d'accès terrestres aux membres de l'assemblée fédérale de la R.F.A., aux personnels de cette assemblée et aux membres de la Bundeswehr (l'armée fédérale).

Le but de l'opération est d'empê- le nouveau président de la répucher la tenue à Berlin Ouest de blique de la R.F.A. Certes, il se qui est surtout contesté absolu- l'Allemagne est liée à la coupure me bourgeois de l'Occident, malgré l'assemblée fédérale qui doit théo- peut fort bien que cela n'empêche ment par la R.D.A. Elle manifeste du monde en deux blocs et il ne toutes ses tares, apparaisse à côté riquement élire le 5 mars prochain rien du tout, puisque tous les aussi que sa capitale « de cœur » dépend nullement des deux Alle- comme celui de la liberté.

d'envenimer les choses. Mais l'Al- nément « occupée ». lemagne de l'Est, elle, aura fait

En faisant élire son président à un lieu situé plus à l'ouest. Berlin, la R.F.A. manifeste d'une

membres ont toujours le loisir de reste en dépit de tout Berlin et magnes, ni de l'une d'entre elles, se rendre à Berlin par la voie des réaffirme par-là la prétention des de pouvoir la remettre en question. airs, sur laquelle seuls les Russes autorités de Bonn à représenter peuvent théoriquement quelque toute l'Allemagne y compris celle cratie populaire » allemande va apchose. Et l'Union Soviétique n'a de l'Est, considérée par elles com- paraître encore un peu plus sous nullement, semble-t-il, l'intention me une simple province momenta- l'aspect hideux du camp de con-

tout ce qu'elle pouvait pour cela. Pankow et leur volonté de créer ger les barbelés, multiplier les C'est que dans la lutte qui op- une tension qui pourrait amener « vopos » et les soldats ne peut pose les deux Allemagnes, l'épi- les Occidentaux à conseiller à la poser de problèmes à des gouversode peut sembler d'importance. R.F.A. d'élire son président dans nants qui ont construit le mur de

façon éclatante qu'elle considère R.D.A. aura marqué un point di- hisseurs de la Tchécoslovaquie. que la partie occidentale de la plomatique, mais rien de plus. Et

Par contre, la soi-disant « démocentration. Bien sûr, renforcer la D'où la décision des autorités de surveillance aux frontières, allon-Berlin et été les plus ardents et Même si cela est, d'ailleurs, la les plus enthousiastes des enva-

Mais le plus grand crime de ces ville fait partie intégrante de l'Al- si l'assemblée fédérale se tient émules de Staline, c'est qu'ils lemagne de l'Ouest, ce qui est quand même à Berlin, ce sera la puissent présenter comme « sociaplus ou moins en contradiction R.F.A. Mais fondamentalement, rien liste » un régime qui est tellement avec son statut juridique mais ce ne sera changé car la coupure de inhumain et étouffant que le régi-

# MALGRE LA REPRESSION, LE COMBAT CONTINUE!

Evano

(A.F.P.)

TROIS semaines après avoir décrété l'état d'exception, le régime franquiste se montre de plus en plus impuissant face à la mobilisation ouvrière. Les usines de Bilbao, de Barcelone sont en grève, les grévistes se comptent par dizaines de milliers malgré la multiplication des arrestations et des brutalités policières. Franco pourra toujours tenter d'accentuer la répression, mais ce sera en vain. Depuis trente ans, il maintient l'Espagne sous le joug d'un régime de terreur. Aujourd'hui, le peuple espagnol se soulève de nouveau car il en a assez de la dictature franquiste. Les étudiants qui manifestent, les ouvriers qui font grève savent à quel prix ils risquent de payer leur

action. Ils le font en connaissance de cause. Et ce ne sont pas les menaces de Franco, ce ne sont pas les exactions de la police qui pourront affaiblir la détermination des masses espagnoles. Ce dont on les menace ne peut être pire après tout que le sort réservé depuis trente ans aux oppositionnels du régime.

Face à l'extension de l'agitation, Franco ne peut rien opposer d'autre qu'une politique du gros bâton, quelque peu renforcée; mais une telle arme s'est bien souvent révélée inefficace contre tout un peuple décidé à combattre l'oppression. Aujourd'hui, l'espoir renaît dans le peuple espagnol.

Voici les extraits de la DECLARATION DU COMITE EXECUTIF DU P.O.U.M. POUR LA RESISTANCE AU COUP ULTRA-REACTIONNAIRE -DU 24 JANVIER

Après avoir, pendant plusieurs mois, combiné les promesses de « libéralisation » et les mesures répressives, le gouvernement franquiste a commémoré le trentième anniversaire de la chute de la Catalogne en décrétant « l'état d'exception » dans tout le pays. Les quelques garanties formelles figurant dans la grotesque parodie de Constitution dite « Fuero de los espanoles », d'ailleurs constamment violées par le régime ont été abolies. Les résidus de la « libéralisation » ont été liquidés. La loi suprême de l'Espagne est désormais la loi fasciste « contre le banditisme et le terrorisme », dont la remise en vigueur l'été dernier annonçait déjà le coup qui vient d'avoir lieu (...)

Les mesures répressives adoptées par le gouvernement franquiste sont dirigées non seulement contre le mouvement étudiant révolutionnaire, mais aussi contre les grèves continuelles des mineurs des Asturies, contre le mouvement d'opposition à la « loi syndicale » franquiste dans les usines et les ateliers, contre toutes les actions revendicatives des travailleurs, contre les mouvements d'émancipation nationale en Catalogne, au pays basque et en Galicie, contre la pression exercée par les intellectuels dans le domaine de la culture, contre les manifestations qui traduisent la grave crise de l'Eglise catholique, contre les aspirations démocratiques et socialistes qui se font

jour dans différents secteurs contre la renaissance de tout ce que le franquisme a voulu détruire en trente années de régime totalitaire. (...)

A l'heure actuelle, la tâche principale est, bien entendu, de résister à la répression, de porter les luttes étudiantes et ouvrières à un niveau politique plus élevé, et de coordonner en un grand front de lutte les efforts dispersés. Il faut dénoncer vigoureusement devant le pays et devant le monde entier le véritable sens du coup ultra-réactionnaire du 24 janvier. Mais il faut également offrir sans équivoque une perspective politique. La lutte contre l'état d'exception, pour la dissolution des tribunaux spéciaux, pour la libération des prisonniers politiques et des travailleurs arrêtés pour fait de grève, pour les revendications ouvrières et les libertés universitaires et démocratiques doit être liée à la lutte pour le renversement de la dictature du grand capital et des castes réactionnaires, franquiste aujourd'hui et monarcho-franquiste demain.

Socialistes révolutionnaires, nous déclarons ouvertement que notre perspective est la République socialiste.

Le 27 janvier 1969.

Le Comité exécutif PARTI OUVRIER D'UNIFICATION MARXISTE (P.O.U.M.)

#### Le Congrès de Bologne :

# la social-démocratisation duPCI

E douzième congrès du parti communiste italien qui vient de s'achever à Bologne a offert un spectacle que l'on n'avait jamais vu lors des congrès de son homologue français. Tant durant la préparation que pendant le congrès lui-même, on vit différents courants d'opinion s'affirmer hautement et s'affronter ouvertement. Lors des réunions préparatoires, les thèses officielles subirent des critiques parfois virulentes. On vit même — spectacle ô combien inimaginable à l'heure actuelle en France — le chef du service de politique étrangère de l'Unità, organe officiel du parti, fustiger dans les colonnes de ce même journal certains aspects de l'orientation de la direction.

Et si, dans son discours, Luigi Longo, secrétaire général du P.C.I. s'en est pris aux « bavardages extrêmistes », il n'a pas cherché à empêché ces « bavardages extrêmistes», de s'exprimer à la tribune même du congrès, pas plus d'ailleurs qu'il n'a cherché à empêcher les discours encore plus franchement et ouvertement réformistes que ne le fut le sien propre.

Des représentants de l'opposition purent non seulement traiter la politique du Parti de « velléitaire, non socialiste et en dernière analyse, aventureuse », mais même recueillir les applaudissements d'une salle pourtant composée en grande majorité d'orthodoxes tout acquis aux idées du secrétaire général. Applaudissements qui n'allèrent pas, remarque judicieusement le correspondant du « Monde », à la ligne politique mais aux prouesses oratoires de ceux qui la défendirent. « C'est un luxe que le Parti peut se permettre »,

ajoute le même correspondant. Il s'agit en effet exactement de cela.

Dire que c'est avec la bénédiction de la direction que des oppotionnels ont pu parler au congrès est un truisme pour qui connaît les mœurs des partis staliniens. Cela fut d'autant plus clair, que certains de ces oppositionnels — aussi bien de « l'aile gauche » que de « l'aile droite » — n'ont même pas été élus par leur fédération

Mais manifestement, le P.C.I. tenait à donner de lui-même une image « démocratique » quels qu'en eussent pu être les risques — et il a pu le faire précisément parce qu'il a jugé ces risques mineurs. En ce sens, cette « démocratisation » du congrès était le résultat de la social-démocratisation de l'ensemble du Parti.

Car il ne s'agit certes pas de la part du P.C.I. d'un pas sur le chemin du retour vers des pratiques démocratiques qui doivent régner au sein d'une organisation révolutionnaire prolétarienne, mais de quelque chose de fondamentalement opposé.

Le monolithisme, l'étouffement de toute expression libre en son sein est une nécessité absolue pour un parti stalinien tant qu'une grande fraction de ses membres et une grande partie de la classe ouvrière voient en lui un parti sinon révolutionnaire du moins de lutte de classe.

La contradiction entre le réformisme de sa politique et les illusions qu'il entretient en se réclamant des principes communistes est tellement criante, qu'il craint comme la peste qu'elle puisse se déclarer ouvertement et se concrétiser à travers des fractions.

Un P.C. est dans une large mesure prisonnier des illusions. qu'il entretient. Et c'est, outre ses liens avec Moscou, une des raisons pour lesquelles la bourgeoisie ne peut le considérer comme un parti comme les autres et l'intégrer à part entière dans son système politique. Plus grandes sont les illusions à son égard de la part des travailleurs et en particulier de la part de ceux qui se trouvent dans ses rangs, plus il lui est difficile de mener une politique d'allégeance envers la bourgeoisie tout en laissant sa base s'exprimer librement.

Et si, d'un côté il est réconfortant pour la bourgeoisie de constater que pour mener une politique réformiste, le parti stalinien est décidé à baillonner ses



Paul Laurent et Jacques Duclos) vient chercher l'inspiration au 12°
Congrès du Parti Communiste italien (U.P.I.)

membres, le fait qu'il soit obligé de le faire prouve qu'il n'est pas sûr qu'ils le suivent « librement », « démocratiquement » et en toutes circonstances sur le terrain de la capitulation.

Si un parti social-démocrate peut se permettre d'être formellement plus démocratique, s'il ne craint pas d'être débordé sur sa gauche, c'est qu'il n'entretient plus aucune illusion, il est ce qu'il dit être : un parti ouvertement réformiste. Il recrute sur la base d'une politique réformiste et dans certaines couches sociales telles que la bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière qui acceptent en fin de compte le système capitaliste et s'y intègrent. Son image de marque correspond à la réalité.

Les partis staliniens évoluent eux-mêmes dans cette direction. Et si aujourd'hui le P.C. italien commence à pouvoir « se payer le luxe » d'une opposition, c'est qu'il est de plus en plus sûr de sa base ou du moins de la majorité de celle-ci. C'est qu'il est sûr que son réformisme exprime celui des couches sur lesquelles il repose.

Il s'agit bien sûr d'une tendance et l'évolution du P.C.I. n'est pas encore arrivée à son terme. Il n'est pas certain que la démonstration qu'il vient de faire suffise pour convaincre la bourgeoigie italienne qu'il est en passe de devenir un authentique parti social-démocrate et comme tel, digne de servir la bourgeoisie à tous les niveaux, y compris gouvernemental.

Ce qui est sûr, c'est que les révolutionnaires auraient tort de considérer cette évolution comme favorable et en particulier d'en déduire qu'il est possible, grâce à la « démocratie » formelle qui existe en son sein d'infléchir la politique de ce parti dans un sens révolutionnaire. Pas plus qu'il n'est possible d'infléchir celle d'un parti social-démocrate. Tout au plus peut-on espérer que devant le réformisme de plus en plus éhonté de la direction, une fraction du P.C.I. s'en détachera pour rejoindre les rangs des révolutionnaires. Encore faut-il que ceux-ci soient capables, à l'extérieur du Parti, de se montrer un pôle d'attraction valable.

#### Pakistan: "L'OPPOSITION" UTILISE LE MECONTENTEMENT POPULAIRE

à Karachi

(U.P.I.)

E nouveaux incidents se sont produits la semaine dernière au Pakistan où la police a tiré sur des ouvriers à Lahore et Karachi, faisant plus de 10 morts et des dizaines de blessés.

Ces incidents ont éclaté lors de la grève générale lancée par les partis d'opposition à la dictature actuelle du chef de l'Etat, le maréchal Ayub Khan.

Celui-ci est aujourd'hui au pouvoir depuis plus de dix ans. Lors de sa venue à la tête de l'Etat en 1958 il s'est empressé de supprimer le semblant de régime « démocratique » qui existait à l'époque dans le pays et a profité en outre de la guerre contre l'Inde, en 1965, pour décréter l'état d'urgence et supprimer toutes les libertés qui subsistaient.

Les partis de l'opposition étaient en lutte depuis plus de deux mois pour obtenir la fin de l'état d'urgence, la libération de tous les détenus politiques, la liberté de la presse et l'élection d'un parlement souverain. De leur côté les ouvriers revendiquaient le droit de grève et les étudiants une réforme profonde de l'Université.

Il semble que le gouvernement Ayub Khan ait cédé sur les deux premiers points. L'état d'urgence devrait cesser le 17 février et des dizaines de détenus politiques ont été libérés. Le plus important d'entre eux, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Ali Bhuto, a vu sa peine de prison transformée en mise en résidence surveillée.

Mais il paraît douteux que ces quelques mesures soient suffisantes pour calmer la tension sociale qui exite dans le pays. Les problèmes de ravitaillement, et notamment l'approvisionnement en sucre, sont une des causes du mécontentement général de la population.

Autant de problèmes qu'Ayub Khan est parfaitement incapable de résoudre. Car son régime, appuyé principalement sur l'armée, les propriétaires fonciers et une poignée de spéculateurs, ne peut se maintenir que par la force, en laissant sans solution tous les problèmes tragiques qui se posent à la population (chômage, famine, misère, etc.).

De ce point de vue le Pakistan offre l'image typique d'un pays sous-développé où une population misérable subit le talon de fer de classes dirigeantes au luxe tapageur.

De son côté l'opposition présente qui bénéficie du soutien populaire du fait de ses déclarations contre la tyrannie, ne sera en fait qu'une variante de l'équipe qui se trouve actuellement au pouvoir.

Le groupement le plus important de l'opposition, le Comité d'action démocratique, qui a lancé le mot d'ordre de grève générale, regroupe sept partis de droite et un qui se dit de gauche. Le candidat opposé à Ayub Khan lors des prochaines élections est un autre maréchal,



de l'armée de l'Air celui-là, Asghar Khan. Ancien ami personnel d'Ayub Khan, Asghar Khan pourrait, dit-on, compter sur le soutien de l'armée de l'Air pour parvenir à la tête de l'Etat, l'armée de Terre restant fidèle pour l'instant à Ayub Khan.

Autre leader très populaire, Zulfikar Ali Bhuto est le chef du parti du peuple, ancien minitre des Affaires étrangères du gouvernement Ayub Khan, Bhuto affiche une admiration sans bornes pour la Chine populaire, admiration dont certains mettent en doute la sincérité. En effet, connu comme un opportuniste notoire, Bhuto est un gros propriétaire terrien de la province de Sinb qui, il y a deux ans, s'est subitement découvert une âme de révolutionnaire juste au moment où, suite à une grave maladie qui frappait Ayub Khan, on commençait à parler d'une succession possible. De plus, celui-ci doit en grande partie sa popularité au fait d'avoir joué à fond la carte chauvine et promis à ses supporters de « libérer le Cachemire » (c'est-à-dire de provoquer une nouvelle guerre contre l'Inde) et, s'il le fallait, « de se battre mille ans contre les Indous », ce qui devait combler d'aise les musulmans les plus réactionnaires.

Enfin, autre parti de l'opposition, le Jaamat I Islami (qui fait partie d'un rassemblement appelé « Mouvement démocratique du Pakistan ») préconise quant à lui « l'organisation séparée » des chrétiens, des boudhistes et des hindouistes et le retour à une stricte observance du Coran dans les affaires de l'Etat.

Comme on peut le voir, l'opposition n'a, du point de vue réactionnaire, rien à envier à l'équipe dirigeante actuelle. Tout comme elle, elle est issue des classes dirigeantes du pays et ne se donnera comme but, d'une manière ou d'une autre, que la préservation des intérêts d'une couche de privilégiés.

Pour l'instant elle mobilise derrière elle le peuple pakistanais dont le mécontentement est grand. Elle espère bien, le moment venu, tirer les marrons du feu pour elle seule et obliger la population à respecter l'ordre à nouveau. Car pourquoi un Asghar Khan ou un Ali Bhuto de nouveau au pouvoir agiraient-ils autrement qu'ils l'ont fait lorsqu'ils étaient, dans l'armée et au gouvernement, les complices d'Ayub Khan?

Mais les ouvriers pakistanais et les étudiants, qui représentaient une partie importante des manifestants de ces dernières semaines, ne seront pas forcément dupes de cette manœuvre. Une fois mobilisés pour le droit de grève ou la réforme de l'université, ils n'accepteront peut-être pas de lâcher la proie pour l'ombre, et une fois l'opposition au pouvoir, de rentrer chez eux sans avoir obtenu satisfaction.

C'est en ce sens que le dernier mot de la lutte appartient au peuple pakistanais lui-même.

#### F. L. B. au terrorime quebecois RÉVEIL **MICRO-NATIONALISMES**

des milliers de kilomètres de distance, la vague d'attentats terroristes qui secoue actuellement le Québec n'est pas sans rapport avec les activités du F.L.B., qui défrayèrent l'actualité politique française il n'y a pas si longtemps, ni avec les agissements de bien d'autres groupes nationalistes.

Cela ne signifie pas, malgré la brève activité d'un agitateur français bien connu au Québec, qu'il faille chercher du côté d'un quelconque complot international, tarte à la crème de toutes les polices du monde. Mais, paradoxalement, la survivance ou le réveil de maints particularismes est liée à des conditions universelles.

Les gouvernements victimes de ce genre d'activité auraient d'ailleurs bien tort de s'en plaindre: ils ne vivent eux-mêmes qu'en cultivant amoureusement l'idéologie nationaliste.

C'est paraît-il l'une des grandes idées de de Gaulle, de prétendre que ce siècle est, au moins autant que le précédent, sinon plus, celui des nationalités. Quoi d'étonnant alors qu'il ait récolté en Bretagne ce qui aurait bien poussé sans qu'il le semât au Canada.

Mais voilà un voisinage idéologique qui devrait bien faire réfléchir les militants de beaucoup de ces groupes nationalistes qui se prétendent socialistes et tournés vers l'avenir : ne sont-ils pas étonnés de cette parenté d'idées avec tout ce que ce monde peut compter de conceptions réactionnaires et séniles?

En tout cas, les parallèles entre les mouvements nationaux du siècle dernier, et l'activité présente des groupes nationalistes dans les pays capitalistes avancés, sont pour le moins abusifs : si la phraséologie est souvent la même, le contenu en est fort différent

Le développement de la bourgeoisie montante entraîna la naispresque en même temps, ce développement exigeait l'établissement de milliers de liens commerciaux qui dépassaient déjà le cadre national.

Les luttes nationales du siècle dernier visaient à détruire les anciennes délimitations géographiques héritées de l'époque féodale, et à permettre à chaque bourgeoisie nationale de posséder son propre appareil d'Etat, garant de ses intérêts et de son développement.

Ce fut souvent dans le sang que les Etats nationaux naquirent. Ce fut aussi dans le sang, et dans la boue, que le capitalisme partit à la conquête du monde. Mais malgré tout son règne présentait toute une série d'aspects progressifs, et s'il opprimait des populations entières, du moins laissait-il. au nom de la libre concurrence, et

une possibilité de s'épanouir aux enfants des couches bourgeoises, grandes et petites.

L'époque du capitalisme de libre concurrence ne fut certes pas l'âge d'or. Mais elle prend tout de même presque un air aimable à côté de celle qui lui succéda.

L'impérialisme a couvert le monde d'un réseau d'oppression sans précédent. Le temps des aventuriers n'est plus, c'est maintenant celui des régimes policiers. où les fils de petits bourgeois peuvent certes devenir serviteurs du régime, mais où toute possibilité de « promotion sociale », c'est-à-dire d'accès à la grande bourgeoisie leur est retiré.

En réaction contre cet état de choses, un certain nombre de petits bourgeois, et notamment parmi la jeunesse et la petite bourgeoisie intellectuelle, se tourne vers un passé qui lui paraît idyllique, ou vers une chimère. Elle ne peut même pas revenir au nationalisme du siècle dernier, qui incarne aujourd'hui l'oppression, et c'est vers des formes antérieures encore, vers la province ou la micro-nation originelle qu'elle cherche refuge.

Bien sûr, cela est surtout vrai, et possible, là où subsistaient suffisamment de particularités pour nourir une mystique nationaliste. Mais la généralité même du phénomène montre qu'il dépasse, et de loin le cadre régional.

La démission du mouvement ouvrier traditionnel, qui aurait dû offrir à la jeunesse intellectuelle des perspectives socialistes autrement attirantes, n'a pas peu contribué à donner une certaine impor-

de la libre initiative, un idéal et tance à des mouvements qui n'auraient jamais dû en avoir.

> Cela ne constitue, évidemment, qu'une simple voie de garage, sans ouverture possible.

D'abord parce qu'il s'agit généralement de mouvements minoritaires, et condamnés à le rester, susceptibles de ne mobiliser qu'une fraction de l'intelligentsia.

Ensuite, parce qu'à supposer que de tels Etats indépendants puissent tout de même naître, ils seraient bien incapables de développer une économie nationale. La Bretagne, par exemple, est, dans une certaine mesure, « sousdéveloppée » par rapport au reste du pays, non pas parce qu'elle est surexploitée par l'impérialisme français, mais simplement parce que celui-ci a accumulé ailleurs ses richesses. Et l'indépendance de la Bretagne ne changerait évidemment rien à cet état de choses

Enfin, parce que de tels Etats ne pourraient en plus, en fin de compte, que s'intégrer dans le système impérialiste mondial. Les pays ex-coloniaux, où le problème national se posait de façon toute différente, illustrent parfaitement ce dernier point.

Cela ne signifie nullement que nous refusons de reconnaître le droit de la Bretagne ou du Québec à l'indépendance. Proclamer que l'ère des nationalités est dépassée pour justifier l'oppression impérialiste est tout juste digne de socialistes à la Guy Mollet. Mais en tant que socialistes authentiques, c'est-à-dire en tant qu'hommes qui voulons incarner les intérêts historiques du prolétariat, nous avons un tout autre programme et de toutes autres solutions à défendre.

Cela ne signifie pas non plus que nous refusions aux bretons ou aux basques le droit de parler leur langue maternelle. La bourgeoisie française, parce qu'elle était nationaliste, a toujours tenté de franciser par la coercition la totalité du territoire sur lequel elle règne. Mais les internationalistes, s'ils aspirent à la suppression de toutes les frontières, proclament au contraire le droit à l'existence de toutes les cultures nationales.

La société socialiste de demain ne sera nullement une société uniformisée, où ne subsistera plus qu'un seul mode de vie, et que deux ou trois langues. Les intellectuels bourgeois qui prétendent cela ne font que prêter lisme les tendances de l'impérialisme. La société socialiste verra s'épanouir toutes les cultures humaines, même celles que l'impérialisme a plus ou moins étouffé ou stérilisé. Elle fera même tout pour cela, parce que ces cultures appartiennent au patrimoine de l'humanité.

Mais cette société ne naîtra nullement de la résultante de multiples luttes nationalistes. Elle ne pourra naître que si la lutte internationaliste des travailleurs de tous les pays triomphe.

Et ceux qui tournent le dos à cette lutte, qu'elles que soient leurs intentions ou leurs illusions, ne peuvent que pousser des gémissements stériles ou que faire éclater des bombes non moins stériles, qui ne contribueront en rien à précipiter la chute de l'impérialisme.

# Thieu a raison d'avoir peur



Saïgon. 3-2-1968. Corps de soldats vietcongs Leur souvenir fait trembler le gouvernement de Saïgon

(U.P.I.)

LORS que le cessez-le-feu d'une semaine annoncé par le F.N.L., à l'occasion de la fête du Têt (fête du Nouvel An vietnamien), est entré en vigueur depuis vendredi soir, le président Thieu, lui, recommande la vigilance.

Il accorde pour ses forces et celles des Américains une « pause » de 24 heures qui débutera le dimanche midi, mais son ministère déclare qu'il est bon de restreindre la portée des fêtes religieuses... « Les fêtes du culte doivent prendre place uniquement dans les enceintes réservées (églises, pagodes) », afin de « déjouer les plans des vietcongs qui profitent des groupements et réunions populaires à caractère religieux pour exciter la population »...

Certes, le gouvernement de Saigon a raison de rester sur le qui-vive, car c'est l'an dernier, au moment du Têt qui correspondait au 31 janvier du calendrier romain que le vietcong surgissait soudain de l'ombre pour s'emparer des grandes villes du Vietnam et de certains centres militaires américains, les occupant pendant une, deux et parfois plus de trois semaines, comme ce fut le cas pour Hué, d'où ils furent évincés par les forces gouvernementales et américaines au prix de combats acharnés et de concentration d'un déluge de feu et de fer de matériel de guerre américain.

Saigon, pourtant particulièrement défendu par l'Etat-major américain connut de nombreux combats, en plein centre de la capitale et certains quartiers furent occupés par le F.N.L.

Et c'est cette offensive qui devait entraîner le tournant de la politique américaine, tournant marqué par un renoncement à la politique de l'escalade, et la recherche d'un compromis entre le cessez-le-feu et la politique extérieure du « contain-

Il est certain que c'est par surprise que le F.N.L. a pu opérer l'an dernier dans les meilleures conditions, et c'est pourquoi il n'est effectivement pas possible de savoir ce que fera ou ne fera pas le F.N.L. durant la trêve annoncée pour les fêtes

Cependant la crainte manifestée par le gouvernement Thieu, quant à la pression exercée par les forces vietcong, montre bien que l'étau se resserre autour de lui et que sa disparition

La position de deux membres de son entourage, deux sénateurs, qui avaient pris la tête de la révolution de novembre 1963 pour renverser le gouvernement de Diem, symbole de l'oppression au Sud-Vietnam (et au cours de laquelle Diem fut assassiné) ne peut être de bon augure pour lui. En effet, dans un journal de Saigon ces deux hommes se permettent d'écrire : « les dirigeants sud-vietnamiens n'ont pas le soutien du peuple et ne constituent qu'une minorité préoccupée de ses seuls intérêts et de ceux de son régime ».

Les fêtes du Nouvel An se termineront-elles sous le règne de Thieu et de Ky? Cela est encore possible, mais, à juste titre, ces derniers savent que leurs jours sont comptés.

# Occupation de l'ambassade du Sénégal

ARDI 11, une centaine d'étudiants sénégalais ont occupé les locaux de leur ambassade à Paris, protestant ainsi contre leurs conditions d'études en France: en effet, ils sont en butte à des difficultés sans nombre pour se loger.

Pour avoir une chambre à la Cité universitaire, il faut s'inscrire longtemps à l'avance et les étudiants sénégalais se sont vu notifier leur départ pour la France très tard certains même en sentembre : et à ce moment-là plus question de trouver une place pour se loger. De plus de nombreuses bourses n'ont pas été payées.

Cette pagaille est due aux mesures précipitées de L.-C. Senghor à la suite des événements de mai-juin au Sénégal.

En effet, en mai-juin la contestation universitaire a touché aussi les étudiants de Dakar. Ceux-ci se sont soulevés contre les mesures d'austérité qui visaient à diminuer encore le budget de l'Education nationale pourtant déjà bien faible. Les affrontements avec la police de Senghor ont déclenché la solidarité des travailleurs qui se sont mis en grève.

Senghor, qui se veut le fidèle élève de de Gaulle, mène en fait une politique économique, sociale, universitaire aussi désastreuse que lui, et il se trouve comme lui en butte à la contestation de ses étu-

N décembre dernier, le ministère de l'Intérieur décidait l'interdiction des éditions internationales de la revue Tricontinental. Cette revue avait été publiée à la suite de la conférence « Tricontinentale » de La Havane en 1966. L'« Organisation de Solidarité des Peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine » qui en était née, avait décidé de faire paraître une revue d'information sur les luttes anti-impérialistes menées dans le monde entier. L'éditeur parisien François Mas pero se chargea de la parution de l'édition française.

Le prétexte de l'interdiction des éditions de la revue, en décembre dernier, est bien mince : le texte incriminé était un extrait de « La guerre de guerilla », de Che Guevara, qui indiquait comment envoyer un cocktail Molotov à l'aide d'un fusil. Or, ce livre a été édité en France à plusieurs reprises, depuis 1962, par le même éditeur, François Maspero... et le passage incriminé n'a jamais fait l'objet d'une mesure d'interdiction! Pourtant, sa parution dans un numéro de « Tricontinental » sert, non seulement de prétexte à l'interdiction de la revue, mais à l'ouverture d'une information pour « provocation aux crimes de meurtre, pillage et incendie volontaire! »

# interdiction de la revue Gricontinental



Il s'agit en fait, et de façon évidente, d'essayer d'accréditer la thèse selon laquelle l'agitation en France serait orchestrée par un « organe international de liaison », dans le cadre d'un vaste « complot international ». A défaut de complot, on peut toujours interdire une revue, pour l'accuser ensuite d'être l'instrument du complot... puisqu'elle a été

De plus, l'article incriminé n'était paru que dans l'édition cubaine de « Tricontinental », et non dans l'édition française. Pourtant, l'arrêté d'interdiction visait également celle-ci. Quant à l'éditeur français, François Maspero, étant en droit de considérer que l'arrêté ne visait pas sa revue, il fit paraître, en janvier 1969, un numéro 4. Celui-ci fit l'objet, le 31 janvier, d'une nouvelle mesure d'interdiction

A ce propos, il est frappant de constater combien le gouvernement piétine allégrement ses propres lois. En effet, celles-ci ne lui permettent que d'interdire la publication d'un texte, au cas où il serait prouvé que celui-ci est de nature à « troubler l'ordre public », et non une publication périodique. Le second arrêté du ministère de l'Intérieur montre pourtant que c'est l'interdiction définitive de l'ensemble de la revue qu'il entend : quand il s'agit de tourner une loi contre les révolutionnaires, M. Marcellin ne s'embarrasse pas de tels détails !

Quant à M. Maspero, il a précisé, au cours d'une conférence de presse, que la revue continuerait de paraître, car il considère ces mesures comme illégales. N'en déplaise à M. Marcellin, l'arbitraire policier trouvera encore à qui parler.

#### • A l'école d'Arts et Métiers de Lille

ES 30 et 31 janvier, les élèves de l'Ecole d'Ingénieurs Arts et Métiers (centre régional de Lille) de cela étaient une infime minose sont mis en grève. Deux jours de grève ce rité. En mai, cette minorité fut serait banal si l'on ignorait l'état d'esprit qui régnait jusqu'alors dans l'école.

tés, pour fournir à la bourgeoisie fondissement théorique. des « cadres » immédiatement productifs et pendant quatre ans, les élèves reçoivent un enseignement « technique » intensif.

Cela se traduit sur le plan de la formation par trentre-huit heures de cours obligatoires par semaine (auxquelles s'ajoute le temps de travail personnel) durant lesquels ves sortent de l'école avec un on n'étudie, après un aperçu très « esprit bien pensant », respecrapide sur « l'ensemble » et les tueux de la hiérarchie et de l'ordre conditions générales, que les re- établi, dédaigneux de la réalité des cettes pratiques à un certain nom- problèmes des travailleurs, avec bre de problèmes techniques, lesquels, ils ne croient avoir au-C'est-à-dire, en d'autres mots, que cun lien. En résumé, de futurs eml'élève est obligé d'ingurgiter une ployés dociles, sans problèmes somme considérable de « recet- pour les directions d'usines.

Cela entraîne évidemment des politisèrent. conditions psychologiques bien particulières pour la majorité des élèves qui, non seulement ne sont tient soigneusement l'école.

Tout y est fait pour que les élè-

Avant mai, les élèves conscients cependant suffisante à Lille pour entraîner l'ensemble des élèves dans une grève de solidarité avec les étudiants parisiens (la premiè-Les Arts et Métiers, en tant que tes » et dans le cadre donné qu'il re grève depuis de nombreuses angrande école, ont été créés com- n'est pas prévu de temps pour la nées). Durant toute la durée des me structure parallèle aux facul- réflexion personnelle et l'appro- événements, des élèves prirent conscience de leur situation, se

> Aujourd'hui, la section de l'Union des Grandes Ecoles (affiliée à pas politisés mais crojent sincè- l'U.N.E.F.) qui regroupe l'ensemrement à tout le fatras qu'entre- ble des éléments « de gauche » de l'école compte une trentaine de membres qui éditent un journal roréotypé. De plus, les journaux d'extrême gauche circulent. Cela peut paraître peu, si l'on sait que l'école compte 300 élèves. C'est beaucoup si l'on considère l'état d'esprit réactionnaire qui y régnait précédemment. Cet état d'esprit, même, a évolué chez l'ensemble des élèves.

> > Se rendant compte que les organismes de cogestion mis sur pied à la rentrée étaient incapables de résoudre aucun des problèmes importants, les élèves décidèrent la grève des cours le 30 janvier, afin d'obtenir une réduction d'horaire à 32 heures, les cours facultatifs, le droit de visite dans la ci-té universitaire (située à l'intérieur de l'école).

> > Les deux premiers points furent finalement acquis et doivent rentrer en application sous peu. Là encore, c'est un rapport de force favorable aux élèves qui leur donna gain de cause. Les élèves l'ont compris. Mai 1968 a permis que même dans les bastions de la bourgeoisie pénètrent la critique et la réflexion.

### Un exemple de participation à Clermont-Ferrand

OICI le texte de la lettre de démission adressée au proviseur du lycée Blaise-Pascal par les délégués d'élèves. Nous la publions car de nombreux lycéens y trouveront un écho de leurs difficultés et de leurs problèmes.

M. le Proviseur,

La loi Edgar Faure, instaurant notamment la participation des étudiants et des élèves à la marche de leur établissement (faculté ou lycée) suscite encore parmi les milieux intéressés les prises de position et les polémiques les plus

Lorsque ces textes sont entrés en application au lycée Blaise Pascal nous avons accepté de représenter nos camarades auprès de la direction de l'établissement et au sein du Conseil d'administration et de la Commission permanente. Nous l'avons accepté malgré le scepticisme de nombreux camarades quant à l'efficacité de notre rôle dans ces assemblées. exprimant ainsi notre volonté de ne pas refuser a priori cette « participation » proposée par le ministère. Nous avons donc tenté cette expérience et nous sommes aujourd'hui en mesure d'en tirer les conclusions.

Notre pouvoir, déjà faible par le nombre de sièges qui nous est attribué au Conseil d'administra-

tion, devient inexistant lorsque, dans cette assemblée, le président de séance, - vous, en l'occurrence -, permet certes à chaque opinion de s'exprimer mais tranche les débats pour imposer ses propres décisions qui, par leur caractère unilatéral et autoritaire, ne prennent alors jamais en considération l'avis des élèves. Pour imposer sous couvert de démocratie les volontés de l'administration tous les procédés ont été déployés; retarder l'examen des revendications présentées par les élèves, dénigrer l'esprit et le contenu de ces revendications, fausser les votes par une information falsifiée, voire refuser d'organiser un vote lorsque celuici risquait d'être favorable aux revendications des élèves.

En conséquence, nous avons l'honneur de vous remettre notre démission de toutes nos fonctions auprès de l'administration

Veuillez agréer, Monsieur le Proviseur...

> Les délégués: A.L. J.P. G.S.

#### Adresser toute correspondance à

Michel RODINSON **INITIATIVE SOCIALISTE** 

54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - PARIS-6°

Cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement

#### ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A : Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

## Les éternels mécontents

Si l'on en croit le P.D.G. de la Régie Renault, M. Pierre Dreyfus, les cinq semaines de grève du mois de mai à la Régie Renault sont une catastrophe.

Il a prévenu individuellement les travailleurs qu'il ne fallait pas compter sur de nouvelles augmentations de salaires et a refusé, dans un geste de mauvaise humeur. de signer de nouveaux accords d'entreprise.

Et pourtant, la Régie Renault, qui avait sorti 777.000 véhicules en 1967, en a fabriqué 807.400 en 1968, malgré cinq semaines de grève totale.

Et l'on ose prétendre que ce sont les travailleurs qui sont toujours mécontents et qui n'en ont jamais assez.

#### Dites lui oui... dites lui non...

### DITES LUI M...

A bataille du référendum est commencée. On n'en connaît pas encore la date. On ne connaît même pas la teneur exacte des questions. Le comité exécutif de l'U.D.R. a déjà fait savoir qu'il appelait à voter « oui ». Personne à vrai dire ne s'en étonnera. Le rôle des « godillots » c'est de marcher, pas de se poser des questions. Et ils marchent... à fond. Et ils administrent par là une belle preuve .. mais en était-il besoin ? .. que le référendum n'est qu'un plébiscite en faveur de de Gaulle.

L'ennui c'est qu'ils ne sont pas les seuls. De tous côtés les prises de positions se multiplient : « oui » là, « non » ici.

Et à quelques rares exceptions près qui envisageraient, paraît-il, l'abstention, toute la gauche, tout en dénonçant à qui mieux mieux le caractère plébiscitaire de l'opération, s'apprête elle aussi à marcher dans la combine et à voter « non ». Ainsi le parti communiste a déjà pris position dans

L'opération lancée à Quimper est donc bien partie. Ce que veut de Gaulle c'est en effet avant tout une participation massive. En ce sens les « non » ne feront qu'apporter une caution démocratique à l'opération. C'est même le seul problème. Car il ne peut faire de doute qu'il obtiendra. comme aux référendums précédents, une majorité de « oui ». C'est lui qui choisit et la date et la question. Comment pourrait-il donc faire pour que cela lui soit défavorable?

Personne n'a envie de défendre le Sénat. Personne n'est contre la régionalisation. Alors ni vu ni connu, je t'embrouille. Un savant mélange des deux questions et l'opposition de gauche aura bonne mine d'expliquer qu'il faut voter « non »... parce que tout en étant d'accord avec certains aspects de la réforme proposée, n'est-ce pas, elle rappelle tout de même que la vraie question n'est pas là, etc., etc. Une explication tellement peu en rapport avec la conclusion qu'elle en tire (votez « non ») que les choses sont encore plus embrouillées après qu'avant.

En fait si la vraie question n'est pas celle qui est posée — et là-dessus nous sommes bien d'accord — une seule attitude s'impose. Ne pas répondre à cette fausse question mais à la vraie. C'est-à-dire refuser le référendum pour porter la lutte sur un autre terrain, là ou effectivement le gaullisme peut être mis en échec et même abattu.

Une logique trop simpliste pour Rochet, Mollet ou Mitterand, sans doute?

# Une conception étrange de la démocratie

E 4 février, la section du P.S.U. de Nanterre avait organisé un débat public sur le thème de « l'Information » avec la participation d'un journaliste licencié de l'U.J.T. et M° Leclerc du Front Uni contre la Répression.

La salle avait été retenue auprès de la municipalité (P.C.F.) le 12 janvier, sa location payée et, pour la forme, une lettre avait été adressée à Barbet, député P.C.F. de la circonscription, le

Des invitations furent lancées à un certain nombre de personnalités, dont Barbet, des tracts distribués et des affiches collées.

Le 3 février au soir, le secrétaire du P.S.U. recevait une lettre de la mairie lui refusant l'utilisation de la salle le lendemain. Le 4, la réunion eut lieu dans une salle privée et se termina à minuit par... une descente de police.

Après vérification, il s'avéra que les salles de la mairie de Nanterre étaient toutes vides le 4 février au soir.

Une délégation de membres du P.S.U. et d'autres personnes demandèrent alors audience à Barbet pour avoir des explications. Elle se vit refuser toute entrevue.

#### Les accords sur la sécurité de l'emploi

# Une escroquerie qui enterine la violation d'un droit acquis



Une belle brochette: Jean Graut (C.F.T.C.), Corentin Calvez (C.G.T.), Henri Krasucki (C.G.T.), François Ceyrac (C.N.P.F.), Gingembre (P.M.E.), Roger Louet (F.O.) et Laurent Lucas (C.F.D.T.)

E lundi 10 février, les syndicats patronaux et ouvriers ont signé un accord national sur la sécurité de l'emploi qui, d'après eux, intéresse 8 millions de salariés.

Dans notre dernier numéro, nous avons relaté ce que comportait cet accord, qui avait été conclu le jeudi précédent.

La presse et la radio lui ont donné un très large écho.

Quand on lit les gros titres, et à notre époque où les journaux ont 24 pages, beaucoup de lecteurs se limitent aux gros titres, on a l'impression qu'il y a vraiment quelque chose d'important. Le chômage? Ça n'existe pratiquement pas. Et là où subsistent encore quelques cas de travailleurs sans emploi ce n'est ni plus ni moins, qu'une période de congés payés supplémentaires.

Les journaux tels le Monde et France-Soir n'ont pas hésité à écrire que désormais les patrons sont obligés d'indemniser les travailleurs licenciés ou déclassés.

Or, en ce qui concerne les ouvriers licenciés, il n'y a absolument aucune indemnisation de prévue. Est-ce un amalgame volontaire pour rassurer l'opinion publique ou négligence coupable de journalistes pressés d'écrire leur papier ? En tout cas, tout est fait pour laisser croire au public que vraiment il n'y a plus à se soucier du chômage qui pourrait éventuellement nous frapper.

Les seules indemnisations effectivement prévues concernent les travailleurs, qui, à cause d'une réduction de travail dans les entreprises, ou de réorganisations dues à des concentrations ou à des fusions, se trouveraient déclassés.

Et avec le naturel le plus merveilleux de naïveté on fait semblant de penser que c'est un soulagement pour ces pauvres travailleurs que les progrès techniques rabaissent dans la hiérarchie sociale.

Non seulement c'est la honte de la société capitaliste que ce qu'elle présente comme des .N.P.F.), progrès se traduise par un rabaissement de la condition de certains travailleurs mais c'est (A.F.P.) de plus une violation des règlements établis

depuis longtemps au sein même de la société capitaliste. Et par-dessus le marché cette violation des règlements établis s'accompagne de chantage.

Car enfin, il était admis, au moins depuis 1936, qu'un patron ne pouvait déclasser un travailleur. Le déclassement d'un travailleur du fait de l'employeur est une rupture du contrat de travail au bénéfice du salarié. Déclasser un travailleur est donc illégal, sauf bien sûr si le travailleur accepte que la règle soit violée à son encontre pour lui permettre de conserver malgré tout un emploi. Et c'est là qu'intervient le chantage. C'est parce que le chômage existe ou menace dans de nombreux endroits qu'un patron peut exercer le chantage : ou bien je vous licencie ou bien je vous garde, mais à un poste inférieur et bien entendu moins rémunéré. Bien souvent, le travailleur qui sait qu'il aura beaucoup de mal à retrouver un emploi cède à ce chantage. La crainte du chômage fait abandonner à l'ouvrier un droit indiscutable et laisse apparaître le patron comme un être généreux qui consent à le garder, presque par charité.

Le patron y gagne bien sûr la différence de paye, plus les indemnités de licenciement. Et quand il s'agit de travailleurs âgés leur déclassement influera sur leur retraite et les condamnera à une situation inférieure pour le reste de leurs vieux jours.

Après cinq mois de discussions, les patrons ont fini par accepter quelques indemnités en cas de déclassement. Ces indemnités, non seulement, ne leur coûtent rien par rapport aux indemnités qu'ils auraient dû verser en cas de licenciement.

Eh bien, c'est cette misérable escroquerie que les dirigeants des syndicats non seulement ont signée mais encore considèrent comme un avantage indéniable. Ils ont un certain toupet. Les dirigeants de la C.G.T. ont prétendu que c'était un tournant dans les rapports entre les patrons et les syndicalistes. Les patrons et les représentants du gouvernement, eux, n'hésitent pas à considérer ces accords comme une révolution.

Et bien, puisqu'ils ont fait leur révolution sur notre dos, il ne nous reste plus qu'à faire la nôtre en les foutant tous à la porte.

#### La défense de la hiérarchie est-elle un élément de la lutte de classe?

ANS le dernier numéro « d'Options », luxueux mensuel de la C.G.T. à l'intention des cadres, la rédaction répond à la lettre d'un lecteur l'accusant de démagogie lorsqu'elle défend la hiérarchie des salaires.

Et la C.G.T. d'utiliser, selon ses habitudes, une argumentation des plus spécieuses pour justifier son attitude.

Mais ce qu'on oublie de nous dire, c'est que le simple maintien de la hiérarchie existante, cela veut dire des augmentations hiérarchisées, donc un écart croissant entre les salaires des cadres et ceux des ouvriers.

Cela veut dire que si cadres et ouvriers obtiennent une augmentation après une lutte commune, avec les mêmes sacrifices, une minorité, les cadres, obtiendra une augmentation individuelle 2, 3 ou 4 fois plus importante que celle de la majorité: les ouvriers. Drôle de manière d'unir leurs luttes!

Ce qui compte, pour nous, c'est d'augmenter le pouvoir d'achat de TOUS les travailleurs.

Mais la C.G.T. est bien loin de ces problèmes; ce qu'elle veut, c'est gagner une masse électorale dans les « collèges cadres », et pour cela, elle ne lésine pas sur la démagogie. Ce qui l'intéresse, c'est le nombre de voix que peuvent lui apporter les cadres, et c'est ce qu'explique, de façon (involontairement) savoureuse, son rédacteur : « compte tenu de ce que représentent les cadres sur le plan QUANTITATIF, la défense de la hiérarchie est devenue un ELEMENT DE LUTTE DE CLASSES ». Rien que ca!

On commence par nous expliquer que la C.G.T. engage les cadres « à lutter collectivement aux côtés de la classe ouvrière, non par solidarité, mais pour faire progresser des solutions répondant à leurs intérêts de travailleurs ».

« La défense de la hiérarchie des salaires s'insère dans cette orientation ».

En clair, cela veut dire: peu nous importe que les différentes catégories de travailleurs se sentent solidaires, ce que nous voulons, c'est être bien vus des cadres, et pour cela, nous adoptons une attitude corporatiste.

Plus Join, nous lisons:

« Par la hiérarchie, nous défendons le pouvoir d'achat des cadres dans les mêmes conditions qu'est défendu le pouvoir d'achat des ouvriers. »

Comme si le pouvoir d'achat des cadres dépendait de la hiérarchie, c'est-à-dire de l'écart entre leurs salaires et ceux des ouvriers!

Et pour comble, « Options » écrit qu'être contre la hiérarchie existante, cela veut dire qu'on accepte une « diminution relative de la masse salariale », cela profite au patronat et pas à l'ouvrier et à l'ampleyé

# a Bendix (Drancy)

NE série de débrayages avaient eu lieu depuis janvier à Bendix. Comme en mai un ouvrier connu pour ses idées « gauchistes » s'était mis en avant dans la grève.

De nombreuses délégations et de nombreux débrayages eurent lieu et c'étaient souvent les ouvriers eux-mêmes qui « tapaient le point sur la table », mécontents des salaires et des conditions de travail. Si ce mouvement n'aboutit pas, par la suite d'une honteuse défection des délégués, le chef du personnel, lui, en profita pour repérer les plus combatifs. Au cours d'une délégation des femmes au segment, il avait fait remarquer au secrétaire du syndicat C.G.T.: « le petit blond, c'est pas un ami, il faudra s'en méfier ».

Ainsi, il n'attendait plus qu'une occasion, qui se présenta un mois plus tard.

Une réunion préparatoire au 12 février était convoquée par un tract de la section C.G.T. qui demandait au personnel de se réunir à 17 h 30.

Le camarade « repéré » se présenta avec un autre ouvrier à la réunion bien qu'ils étaient tous deux d'équipe du soir. C'est-à-dire qu'à 17 h 30, ils auraient dû travailler.

Leur chef d'atelier qui, comme

par hasard, passait à leur poste de travail leur « colla » immédiatement un rapport (ce dont il raffo-

Le lendemain, un gardien arrêta ces camarades alors qu'ils entraient au boulot : « au bureau du personnel »! le sous-chef du personnel leur annonce une journée de mise à pied, « pour commencer », dit-il. Pensez donc! Qu'un ouvrier quitte son poste de travail! Surtout pour aller s'informer! Au siècle de la « participation », c'est inadmissible!

Cependant, le lendemain vendredi, on leur annonçait leur mise à la porte.

Il était 9 heures du matin, c'est seulement à 16 heures qu'une réunion fut convoquée par les délégués. Une heure de débrayage fut proposée pour les équipes et la normale.

La normale, le vendredi, sort à 17 h. Comme disaient certains : « C'est le patron qui va y gagner. » Le débrayage ne fut pas tellement suivi ; peut-être que les délégués n'ont pas « mis le paquet » comme ils auraient dû le faire. Certains dé-

légués expliquaient aux camarades : « On ne peut pas pousser les gars » ; ils expliquaient à d'autres : « Même son atelier ne veut pas débrayer. »

Bref, cela était encore de la « faute des ouvriers ». Mais en ce qui concerne le 12 février, un de ces mêmes délégués avait dit : « Même si nous ne sommes que deux, seulement, nous débrayerons. » Ça change de ton quand il s'agit d'un ordre confédéral. Tout cela pour envoyer Krasuki manger des petits fours et boire le champagne en mars.

Le lundi matin, le camarade distribua un tract dénonçant les manœuvres du patron. Le tract fut bien accueilli. Beaucoup attendaient un mot d'ordre du syndicat, mais le lundi: RIEN.

Les ouvriers de chez Bendix savent que le renvoi d'un de leurs camarades de lutte n'a rien de bon pour personne.

Mais voilà, le camarade ne s'était pas contenté d'en vouloir à la direction, il n'hésitait pas également à lutter contre l'attitude de certains responsables de la section syndicale Bendix. Syndiqué, il ne ménageait pas les critiques. Et il faut bien dire que certains dans la section syndicale voyaient son départ avec soulagement; car il les empêchait de collaborer en paix.

### La journée du 12 février : UN COUP POUR RIEN

A journée d'action, décidée par la C.G.T., pour le 12 février, s'est déroulée de façon fort variable selon les endroits.

Rien d'étonnant à cela puisque la Confédération n'avait donné aucune directive précise concernant les formes d'action, ce qui s'est traduit, au niveau des entreprises par des mots d'ordre les plus variés : meetings, par exemple, à l'usine Rhône-Poulenc de Vitry, organisés pendant l'heure du déjeuner, débrayage à Rateau, à la Courneuve, suivi par une manifestation dans la localité. (Nous relations, dans ce numéro le déroulement de cette journée dans un certain nombre d'entreprises).

Peut-on en conclure, comme le titrait « L'Humanité » du 13 février que les objectifs ont été pleinement réalisés ? Quels objectifs ? Ceux qu'avouait la C.G.T. étaient des plus vagues, puisqu'il s'agissait, selon Georges Seguy de « faire échouer la tentative d'escamoter le rendez-vous de mars ». Ce dernier, que décidément le sens du ridicule n'étouffe pas, annonçait d'ailleurs, le matin du 12,

c'est-à-dire avant que la journée ait eu lieu, qu'elle avait atteint son but.

Non, les objectifs que s'était fixés la C.G.T., n'étaient pas ceux qu'elle avait rendus publics. Pour elle, il s'agissait de faire une démonstration, certes, mais qui ne s'adressait ni au patronat, ni au gouvernement, qui était avant tout destinée à ses propres militants. Il fallait leur prouver d'une part que, malgré ce qu'on en disait, la C.G.T. était la centrale la plus combative, qu'elle ne répugnait pas à relancer l'action, tandis que les Confé-dérations « rivales » la refusaient. C'est pourquoi elle tenait tant à faire cavalier seul, et qu'elle n'a pas hésité cette fois, à lancer un mot d'ordre sans l'accord de la C.F.D.T. ni de F.O., alors que, à maintes reprises, elle avait invoqué le manque d'accord pour refuser l'action. Reconnaisscns d'ailleurs que la C.F.D.T. et F.O. (au niveau confédéral, ou localement, des sections F.O. ou C.F.D.T. se sont souvent associées au mouvement) ont, dans cette affaire, joué admirablement leur rôle de compères en critiquant l'initiative « publicitaire » de la C.G.T., sans faire de contrepropositions sérieuses.

La C.G.T. voulait, d'autre part, faire la preuve que « les travailleurs n'étaient pas prêts », qu'une action d'envergure n'était pas réalisable, cela afin de répondre à la pression « gauchiste » qui se manifeste, en ce moment, à la base, tout particulièrement parmi les jeunes travailleurs. Et pour ce faire, il ne fallait pas que la journée prenne trop d'ampleur, d'autant qu'alors, la C.G.T. risquait en remobilisant la classe ouvrière, de se trouver dans une situation délicate pour manœuver dans les semaines à venir. Et cela, elle le craint par-dessus tout.

Ces mobiles sont en partie contradictoires. Ils permettent de comprendre à la fois l'initiative de la C.G.T., et le flou de sa préparation, au niveau des entreprises

Mais cette fois, les calculs des Séguy, Krasuki, et consorts ont été vains, car la ficelle était par trop visible. Personne, parmi les travailleurs, n'a pris au sérieux les raisons officielles invoquées par le bureau confédéral de la C.G.T. Personne ne pensait sérieusement que le 12 février pouvait relancer l'action. En maints en-

droits, les militants cégétistes de la base n'y croyaient eux-mêmes guère, et n'ont manifesté qu'un enthousiasme très modéré pour la préparer. Personne, non plus, n'a cru sérieusement à la volonté de combat de la C.G.T.

Dans ces conditions, la journée du 12 n'a pu avoir les effets escomptés par ses organisateurs. Que les travailleurs aient débrayé, ou manifesté ce jour-là, ou qu'ils n'aient rien fait, cela n'avait plus grande signification. Cela ne signifiait ni que le niveau de combativité des travailleurs avait diminué, ni que leur moral était au plus bas.

La classe ouvrière a considéré cette journée comme un coup pour rien. Et parce qu'elle n'avait pas d'illusion, son moral n'a pu être atteint par ses résultats.

Au lendemain du 12, chacun se retrouve donc face aux mêmes problèmes : La C.G.T. qui n'a pas réussi à redorer son blason, ni à désamorcer la combativité ouvrière ; les travailleurs enfin qui voient leur niveau de vie attaqué par les plans d'austérité du gouvernement.



## Chez Renault (Billancourt)

HEZ Renault, rien n'a été organisé dans le cadre de la journée nationale d'action du 12 février.

Bien qu'il y ait de plus en plus de motifs de mécontentement à l'usine, l'annonce de cette journée d'action n'a pas été accueillie avec enthousiasme, d'autant plus que F.O. et la C.F.D.T. refusaient de s'y associer. La C.G.T. proposait donc, seule, trois possibilités qui devaient être discutées: trois heures, la demi-journée, vingt-quatre heures.

La C.F.D.T. sortait un tract pour expliquer que le 12 était un « faux pas », qu'il fallait rejeter les petits mouvements sans lendemain et se réserver pour de vraies grèves.

Les comités d'action, de leur côté, dénonçaient le caractère publicitaire de cette journée d'action, mais appelaient les ouvriers à participer à ce mouvement en expliquant que ce n'était pas le moyen d'obtenir ce qui n'avait pu être obtenu en mai, mais que les quelques heures qui étaient proposées devaient servir à montrer à tout le monde que les ouvriers de chez Renault n'étaient pas contents de leur sort.

Le 11, le comité exécutif de la C.G.T., qui ne C.G.T.-Renault appelait à organiser des débrayages et des déléreculé le 12.

gations auprès des chefs de département ou de la direction générale pour ceux qui le pouvaient. Pas de mot d'ordre à l'échelle de l'usine, pas de meeting dans l'île Seguin comme cela se fait d'habitude, pas de manifestation dans la rue.

La C.G.T. avait-elle peur de réveiller l'esprit de mai? Elle pourra tenter d'expliquer qu'elle n'est pas aventuriste, qu'elle avait raison de ne pas vouloir entraîner les ouvriers dans des actions « minoritaires » et qu'elle n'a rien de commun avec les « irresponsables » qui voulaient continuer la grève en mai, cela ne convaincra pas grand monde à l'usine, y compris certains de ses adhérents.

Bien que les syndicats aient tout fait pour cela, les ouvriers de chez Renault ne se sentent pas démoralisés de ne pas avoir participé au 12 février. Les problèmes restent posés mais cette journée aura au moins ouvert les veux de ceux qui avaient encore des illusions sur la volonté de lutte des syndicats et en particulier de la C.G.T. Et, paradoxalement, les plus mécontents, chez Renault, furent les jeunes militants et sympathisants de la C.G.T., qui ne pardonnent pas à la direction syndicale d'avoir

# Chez Chausson (Asnières et Gennevilliers)

Chausson, la journée du 12 février a été différente dans les deux usines d'Asnières et de Gennevilliers. Mais le manque de préparation et d'enthousiasme ont été communs aux deux.

A Asnières, quelques tracts (un P.C. et deux C.G.T.) avaient été diffusés, des assemblées par équipes convoquées, puis une « assemblée générale » regroupant cent ou cent cinquante travailleurs sur deux mille.

Un mot d'ordre de grève fut donné: de 15 h 30 à 17 h 30, l'heure de la sortie. La grève a été inégalement suivie selon les ateliers, mais dans l'ensemble, il y a eu 40 à 50 % de grévistes et les jeunes ont beaucoup participé.

En fait, les travailleurs ont profité de cette grève pour quitter le travail, mais le cœur n'y était pas: ainsi, au meeting convoqué à 16 h, il n'y avait guère plus d'une centaine de participants. A Gennevilliers, en revanche, il n'y a pratiquement pas eu de grève. Il n'y a eu qu'une « assemblée générale » d'une centaine de personnes sur les trois mille que compte l'usine. Cette assemblée (de 13 à 14 h environ), tenue sur le temps de travail, a tenu lieu de grève. Et sur l'ensemble de l'usine, on n'a guère compté que 5 % de grévistes.

Une exception cependant: les travailleurs de la « R.U. » qui, eux, se sont mis en grève vraiment, et à près de 100 %. Mais c'était surtout pour manifester leur hostilité à leur chef d'atelier qu'ils supportent de moins en moins

Au total, on peut dire que personne, et pas même la C.G.T., n'a cru à cette grève, les moyens n'étant vraiment pas à la hauteur des revendications. Mais la combativité des travailleurs n'est pas en cause, ils l'ont montré le surlendemain dans un atelier d'Asnières en se mettant en grève à l'unanimité pour leurs conditions de travail.

#### • à la SNECMA (Corbeil)

OMBREUSES étaient les raisons du personnel de la S.N.E.C.M.A. de manifester son mécontentement à l'occasion de la journée d'action de la C.G.T.

En plus de toutes les revendications communes à un grand nombre d'entreprises sur le plan national, s'ajoutaient les multiples revendications des travailleurs sur le plan de l'entreprise:

- Transports gratuits et bien desservis.
- Suppression du travail au boni.
- Rétablissement des diverses primes : d'équipe, d'insalubrité.
- Amélioration des conditions de travail, etc.

Pourtant, l'action proposée par la seule C.G.T. à la S.N.E.C.M.A.: débrayage de deux heures avec meeting dans la cour de l'usine dans la matinée avec regroupement devant la préfecture de Corbeil de différentes entreprises de la région ne rassembla qu'environ 20 % du personnel, ce qui est loin d'être un succès.

Il est vrai que le cadre dans lequel s'inscrivait cette journée et la manière dont elle fut organisée n'étaient guère enthousiasmants: la dispersion du mouvement et la participation de la seule C.G.T. y furent largement démobilisatrices. (La C.F.D.T. de la S.N.E.C.M.A. refusait notamment de s'associer au mouvement en se justifiant d'une manière peu convaincante. Position qui fut, à juste titre, incomprise de nombreux travailleurs.)

# • à la Polymécanique (Pantin)

la « Poly » (12.000 ouvriers), un débrayage de deux heures a marqué la journée. De 10 h 30 à 12 h 30, environ 40 % du personnel a débrayé. Les « machines », à la production ont débrayé en presque totalité, mais le « montage » est resté au travail. « L'outillage » est sorti à moitié; à la « fonderie » une équipe sur deux a débrayé, le « décolletage » a débrayé dans son ensemble et les bureaux n'ont pas bougé. Une toute petite partie est allée sous la pluie jusqu'à la Mairie de Pantin écouter deux discours de responsables locaux, et voter la traditionnelle motion. On se retrouva là avec d'autres ouvriers ou employés de Pantin à 200 ou 300, nous tenions tous dans le hall alors qu'avant mai la cour de la mairie était au moins à moitié pleine pour ce genre de mouvements. Il est vrai qu'on nous dit que d'autres ouvriers se rassembleraient à d'autres heures... on se demande bien pourquoi. Surtout que l'horaire ne convenait pas particulièrement à la Poly. Les ouvriers qui s'étaient exprimés, notamment au cours d'une réunion intersyndicale (C.G.T., F.O., C.F.D.T.), avaient demandé de débrayer 24 heures, s'il fallait débrayer. D'autres avaient demandé une manifestation centrale. Mais il leur fut répondu que ce n'était pas prévu et, deux heures de grève à ce moment de la journée, c'est la C.G.T. qui l'a choisi toute seule. Les ouvriers de l'usine étaient en majorité hostiles à ce mouvement. C'est pourquoi la section F.O. (taxée de gauchisme par le P.C.F.) s'est contentée de suivre sans donner de mot d'ordre, car elle considère que ne pouvant s'appuyer sur une majorité d'ouvriers, elle n'avait aucun pouvoir de le faire. La C.F.D.T., elle, s'était rangée au dernier moment et avait appelé, malgré la diffusion deux jours plus tôt d'un tract imprimé, hostile au mouvement.

Parmi ceux qui ont débrayé, nombreux furent ceux qui le firent sans illusions et bien qu'ils désapprouvent ce genre de mouvements. Ni gagnants, ni perdants, ce fut un coup d'épée dans l'eau qui ne coûta pas bien cher.

# (Billancourt)

N soulignant bien que c'est aux travailleurs de choisir « démocratiquement » les formes d'action, le syndicat C.G.T. distribua un tract consultatif. Approuvant les revendications citées, les travailleurs durent cocher la case choisie pour l'action choisie, soit une pétition, une heure d'arrêt de travail, deux heures ou encore une demi-iournée.

Après cette « consultation », le bureau du syndicat de la C.G.T. décida alors une heure d'arrêt de travail, de 15 à 16 heures, avec assemblée d'information au restaurant.

Ce débrayage fut assez bien suivi par rapport à ceux d'avant mai : environ 700 travailleurs sur 3.500 employés.

#### **Ochez Renault (Cléon)**

Renault - Cléon, la préparation de la journée d'action s'est réduite à la diffusion d'un tract le lundi proposant un débrayage de deux heures par poste, sans aucune consultation des travailleurs.

Il n'était pas question de débrayer tous ensemble et la C.G.T. avait mis au point des heures disparates. Ainsi, les c'aînes de montage R8 et R15 devaient débrayer à partir de 9 h et la fonderie à partir de 10 h. L'équipe de l'après-midi devait débrayer en fin de poste. Ainsi, l'équipe du matin et la « normale » ne risquaient pas d'avoir envie de débrayer à nouveau. Les délégués C.G.T. de la fonderie n'ont d'ailleurs pas voulu que les ouvriers de ce secteur se mêlent aux autres travailleurs sous prétexte que la fonderie avait ses propres revendications à déposer au bureau de leur secteur.

Les participants à la grève voulaient se rendre au bureau principal mais les délégués C.G.T. les en ont dissuadés.

La participation générale a été faible : quelques centaines sur plus de cinq mille travailleurs.

La plupart d'entre nous ont estimé que cette journée d'action, c'était l'affaire de la C.G.T. et non la nôtre. Dans ces conditions, personne n'a vraiment été démoralisé. D'ailleurs, le lendemain, les soixante-dix électriciens de l'usine se mettaient en grève pour la revalorisation de leur profession.

#### DANS L'ÉLECTRONIQUE

#### A la C.S.F. (ISSY-les-Moulineaux)

A journée d'action du 12 a été mise en discussion à la C.G.T., début janvier. Pour cette première discussion, nous avons pris acte de la décision de la Commission administrative du syndicat. Bien que lors des autres réunions, une partie des camarades mirent en doute le bienfondé d'une telle journée qui avait un goût de vieux, la déci-sion d'organiser des réunions d'atelier pour la préparer fut appuyée par tous.

En conséquence, des réunions d'atelier ont eu lieu du mercre-di 5 au vendredi 7 aux horaires de sortie de la cantine. A chaque fois, une courte allo-

cution rappelait les divers sujets de mécontentement et proposait de choisir entre pétition, motion, délégation, débrayage, grève avec piquet, etc., précédent une dis-cussion. Dans l'ensemble, peu de travailleurs ont participé à ces assemblées et bien peu y rent la parole. Ce que les discussions dans les ateliers nous avaient déjà appris se confir-mait : le climat n'était pas à une telle action décidée de cette fa-

Lundi 10, les sections C.G.T. de l'usine convièrent alors l'ensemble du personnel à une réunion à la cantine après le travail. Tren-te-six travailleurs sur plus de deux mille que compte le centre, étaient présents - presque piquet, etc., précédant une discussion eut alors lieu sur le thème : tant que l'analyse de la grève de mai-juin ne sera pas faite, ni le bilan tiré, il sera difficile de surmonter les problèmes. En-tre autres interventions, un syndiqué déclara que lui, était de ceux, et ils sont nombreux dans la classe ouvrière, qui disaient que Grenelle n'avait rapporté que des broutilles; les travailleurs avaient eu rendez-vous en mai-juin 68 avec les patrons et non en février ou mars 69. De ce fait, il n'était pas étonnant que l'atmosphère ne soit pas à la lutte. Il rappela d'ailleurs que la C.F.D.T. avait aussi sa part de responsabilité dans la situation créée.

Le lendemain, la journée du 12 fut donc sans surprise: rien ne se passa.

#### Chez Hispanoà Bois-Colombes

E 12 février, chez Hispano-Suiza, s'est terminé en queue de poisson et en laissant chacun sur sa faim. Une semaine avant la « journée

nationale », il était question de débrayer deux heures et de faire une manifestation à la mairie. C'était peu, mais cela s'est ré-duit au fil des jours pour ne devenir qu'un débrayage symboli-que d'une heure à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

Il y eut en fait peu de propagande et le résultat fut médiocre car peu de travailleurs se sont sentis concernés et surtout peu de mensuels.

Pendant trois quarts d'heure, nous avons entendu le délégué C.G.T. pour l'intersyndicale qui s'en tint à des généralités, connues de tous, mais ne traita d'aucun problème pratique des suites de la fusion Hispano-Snecma qu'il serait pourtant urgent de soulever à l'heure où les nouveaux contrats vont être adressés individuellement à tous les travailleurs.

Le dernier quart d'heure devait être consacré à accompagner les délégués qui se rendaient à la direction. Le mauvais temps et le peu d'intérêt manifesté par les présents firent rentrer tout le monde et le travail reprit.

#### A la I.C.E.-C.M.I. (Paris-XII°)

# Lorsqu'un patron demande aux délégués de lire « l'Humanité »

ANS une petite entreprise électronique du douzième arrondissement, la direction ne cesse de demander à la section syndicale C.G.T., créée en mai, de rester dans la ligne générale de la Confédération.

Fin janvier, au cours d'une grève suivie à près de 90 %, les travailleurs ont accompagné les délégués au bureau de la direction afin de soutenir leurs représentants qui demandaient 70 francs d'augmentation pour tous. Un tel mouvement ne s'était jamais vu et la réflexion d'un chef de service à un délégué : « Mais enfin, vous ne tenez pas vos troupes en main », montrait as-sez bien l'état d'esprit de la direction. Bilan de la grève : 2,5 % d'augmentation.

C'est pourquoi, à l'occasion de la journée d'action du 12 février,

les délégués sont retournés, avec leurs revendications (70 F pour tous d'augmentation), voir la direction qui les reçut... « L'Humanité » en main. Et elle pria en outre les délégués de lire « leur » journal avant de s'engager dans une lutte revendicative.

En effet, « L'Humanité » faisait le bilan des luttes victorieuses des travailleurs qui, dans certaines entreprises avaient obtenu depuis mai des avantages « sub-tantiels ». Sur la liste de ces entreprises se trouvait, bien entendu ICE-CMI.

A force de glorifier les avantages « substantiels » déjà acquis «L'Huma» veut-elle nous faire croire qu'il n'y a plus à lut-ter? A défaut des travailleurs, c'est ce qu'a compris Boulard, le

#### A la Compagnie Compteurs (Montrouge)

E 12 donna l'occasion à quelques secteurs de manifester leur mécontentement : à la « Ville Eau » une quarantaine de releveurs (tout le secteur) débrayèrent 24 heures; à l'En-tretien général, deux heures de grève pour appuyer leur cahier de revendications. Ce qui montre bien que l'échec du 12 n'est en rien dû à un manque de «res-ponsabilité» du personnel qui «sous de faux prétextes» se refuse à la lutte, comme n'hésite pas à l'écrire la C.G.T. à la veille du 12. Deux secteurs ont montré ouvertement. leur mécontente-ment, mais le 12 fut marqué par de nombreuses discussions dans toute l'usine. Les travailleurs sont loin d'être passifs mais ils se refusent à participer à une action « bidon » qui ne peut faire aboutir aucune revendication.

#### Chez Thomson (Gennevilliers)

NE semaine avant le 12 février, la C.G.T. réunissait ses syndiqués des bâtiments G1, G2, G3 pour préparer et décider des actions et des manifestations pour le mercredi suivant. A cette réunion, il fut seulement décidé de faire une campagne d'explication par tracts et d'attendre l'avis des travailleurs.

Un des gros problèmes, pour nombre de syndiqués C.G.T., était la participation de la C.F.D.T. Notamment dans le bâtiment G1 où elle est majoritaire. Quelques jours avant le 12, la C.F.D.T. de G2, G3 acceptait de mener une action commune avec la C.G.T. De cette collaboration, il sortit un tract demandant aux travailleurs de mettre une croix devant l'action qu'ils voulaient faire : grève illimitée, de 24 heures, d'une heure, d'une demie etc.

A G1, la C.G.T. resta seule, elle réunit ses syndiqués pour voir ce qu'elle pouvait faire étant minoritaire. Elle se rallia à une proposition d'organiser à la cantine une prise de parole, le 11 février, afin d'expliquer les raisons de la journée du 12. Mais elle ne le fit pas. Elle finit par publier comme à G2, G3, un questionnaire d'actions.

A G2, G3, comme à G1, la majorité n'était pas pour une action, alors il n'y eut rien le 12, excepté une délégation et un débrayage d'un service à G1.

Le surlendemain de cette journée d'inaction, cela n'empêcha pas la C.G.T. de distribuer un tract de Séguy montrant l'importance de cette grande journée de lutte.

#### A I'A.O.I.P. (Paris-XIII°)

A C.G.T. avait appelé la veille à une heure de débrayage pour le 12, de 17 à 18 heures. Beaucoup de travailleurs, qui n'étaient d'ailleurs pas au courant, ne débrayèrent pas ou refusèrent de débrayer parce qu'on ne les avait pas consultés. Il n'y eut environ que 50 % de grévistes chez les horaires et 20 % chez les mensuels. Les responsables cégétistes trouveront peut-être là une nouvelle occasion de vitupérer

« ceux qui veulent faire plus que tout le monde » et qui ne sont pas capables de faire une heure. Mais peut-être aussi se rendront-ils compte que si les travailleurs veulent se battre ce ne peut être que sur des objectifs sérieux desquels ils ont discuté. Et les responsables C.G.T. ont alors beau jeu de reprocher aux travailleurs du rang une inaction où la politique syndicale a largement contribué à les mettre.

#### Chez Ericson (Colombes)

NE semaine avant le 12 février, un tract nous annonce que Patronat et Gouvernement tentant de reprendre les avantages acquis en mai, la C.G.T. estime qu'il faut réagir et que dans ce but, elle invite le personnel à participer aux assemblées générales où seront décidées les formes que prendra la journée nationale d'action C.G.T., chez Ericson. Assemblée générale dont nous n'entendrons plus parler car quelques jours plus tard, un tract nous demandait de signer les cahiers de revendications qui circuleraient dans les ateliers et bureaux et de nous rendre dans la cour de l'usine le 12 février à 13 h 30 pour soutenir les délégués pendant qu'ils remettraient ce cahier à la direction. Ce cahier de revendications comportait : augmentation de 6 % des salaires, échelle mobile... un article concernant l'amélioration de la cantine plus une feuille pour les revendications

Le matin du 12 février, la C.G.T. demandait au personnel de boy-cotter la cantine (qui est vraiment infecte). 75 % du personnel boycotta effectivement la cantine pour manifester son dégoût.

On apprit par des bruits de couloir que le rassemblement dans la cour ne pouvait avoir lieu à 13 h 30 mais certainement à 14 h, à l'heure normale de la reprise, trois cents personnes se trouvaient dans la cour. Le représentant C.G.T. prenant la parole nous annonça que les délégués se rendaient au bureau de la direction. « Nous allons attendre leur retour. »

Un quart d'heure plus tard, le même, croyant nous présenter une grande victoire, montant sur la murette, nous déclara d'un air solennel : « Camarades, les délégués viennent à l'instant de pénétrer dans le bureau du directeur. » Accueil des ouvriers : « C'est tout ? » Un quart d'heure après, toujours le même, reprend le micro : « Camarades, il y a une demi-heure que nous sommes là, maintenant nous avons deux solutions: soit encore attendre, soit retourner dans nos ateliers voir les chefs de service avec nos délégués. » Plusieurs travailleurs : « La première, la première. » Le responsable C.G.T. : « Camarades, il faut être démocratique, nous allons voter première — toutes les mains se lèvent (air désappointé du bonze).

Un quart d'heure après, le bonze voulant mettre un terme au rassemblement où personne ne manifestait l'intention de partir, déclara : « Camarades, il me semble qu'il serait plus raisonnable de retourner dans nos ateliers pour passer aux revendications particu-lières. » Air surpris et désappointé des présents qui ne bougeaient toujours pas, le responsable dut insister encore assez lourdement pour décider les ouvriers à retourner dans leurs ateliers.

Finalement, les travailleurs qui avaient tenu à marquer le coup et voulaient au moins attendre la réponse patronale, ont été plutôt refroidis par ces manœuvres.

#### Chez Thomson (Bagneux)

la Thomson - Bagneux, le mercredi 12 février, six cents travailleurs sur deux mille huit cents se réunissaient à 16 heures à la cantine à l'appel commun des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. (cedernier est majoritaire dans l'entreprise)

Un large débat eut lieu, dont le thème principal fut la garantie du salaire et plus particulièrement la revendication d'échelle mobile. L'ensemble des présents, syndiqués C.G.T., C.F.D.T. et non syndiqués, se prononça pour le principe de l'échelle mobile. Non pas d'une caricature d'échelle mobile comme l'est l'actuelle indexation du S.M.I.G. sur les 259 articles, mais d'une échelle mobile établie sur la base de l'évolution de l'ensemble des dépenses qui constituent le budget des travailleurs.

Bien sûr, il ne suffit pas de se mettre d'accord sur le principe de l'échelle mobile ; il faut encore se donner les moyens de l'obtenir. Mais en se rassemblant à six cents pour discuter de leurs problèmes et se mettant d'accord pour renouveler cette expérience tous les mois si possible, les travailleurs de la Thomson - Bagneux ont montré qu'ils n'étaient pas prêts à accepter passivement la politique d'austérité du régime gaulliste. Ils ont su profiter de la « journée d'action » lancée par la C.G.T. pour montrer à la direction (et à la Confédération C.F.D.T. par la même occasion) que, neuf mois après la grève de maijuin, leur combativité n'était pas morte.

#### A l'Urbaine et la Seine (Paris-IXe)

EULE « préparation » de la même d'un responsable C.G.T. de la C.G.T. passèrent la veille au soir, une demi-heure avant la sortie, dans les services, en diffusant un tract appelant le personnel à se réunir dans le hall du siège le lendemain à

Le lendemain, à la prise du travail, le personnel réuni dans le hall était nombreux, quoique ne se faisant guère d'illusions sur la « journée d'action » en

Le premier orateur de la C.G.T. commença par nous préciser - au cas où nous aurions eu des doutes à ce sujet - qu'il ne s'agissait pas d'un appel à la grève mais d'une journée d'action.

En fait, on s'aperçut très vite que ce que la C.G.T. entendait par action consistait en la signa-ture d'une lettre de revendications, une fois de plus, adressée au P.D.G. pour, selon les termes

« re-confirmer »

Entre autres revendications la C.G.T. insista sur l'augmentation des salaires (7 %) et l'échelle

Puis différents « responsables » de la C.G.T. se succédèrent pour défendre la hiérarchisation des salaires, qui selon eux était normale, et que leur syndicat représentait autant les cadres que les employés.

A la fin de la réunion, une employée « gauchiste » prit la parole au nom de la section F.O. de l'Urbaine pour dire que la section F.O. tout en étant d'accord pour participer à toute action dénonçait la revendication de salaire posée par la C.G.T. parce qu'en pourcentage, rappelant que la section F.O. était pour des augmentations égales pour tous, ce qui fut applaudi.

Des pétitions circulèrent l'après-midi et ce fut tout pour la journée « d'action » du 12.

#### Presse, Imprimerie

DAUX N.M.P.P. (Bobigny)

#### Chez DESFOSSES Issy-les-Moulineaux

Bobigny aux N.M.P.P., la journée d'action, qui d'ailleurs n'avait été préparée par aucune réunion ni aucun tract si ce n'est un tract de la fédération, diffusé le matin même, a été marquée par une assemblée du personnel qui s'est tenue de 14 heures à 15 h 30.

Les travailleurs ont pu discuter de leurs problèmes en particulier de la future réorganisation des messageries qui les préoccupe beaucoup.

D'autre part l'assemblée a tenu à souligner sa solidarité avec les étudiants en lutte, en particulier contre la répression dont ils sont actuelle

A Villette il y a eu dans les équipes de jour et de nuit des réunions d'une demi-heure environ.

A journée d'action revendicative lancée par la C.G.T. s'est traduite dans les imprimeries du labeur par une heure d'arrêt de travail, c'était le mot d'ordre lancé par la Fédération du Livre à la suite de l'appel confédéral.

Chez Desfossés, entreprise qui groupe 1.700 travailleurs, une des usines du groupe graphique I.C.D.N. qui occupe une des toutes premières places en Europe sur le plan de l'imprimerie, le syndicat du Livre C.G.T. compte de très nombreux adhérents, son implantation dans l'entreprise est le reflet de très anciennes traditions syndica-

listes dans cette profession. Depuis mai, un certain nombre de travailleurs ont pu prendre conscience de la trahison des bureaucrates syndicaux, la façon dont l'ordre de reprise du travail a été donné par la C.G.T. est encore présente à la mémoire des travailleurs. Et cela compte encore terriblement quand le syndicat donne, comme le 12 février, un mot d'ordre de grève qui apparaît aux yeux de l'ensemble de ceux-ci comme purement propagandiste, sans efficacité immédiate par rapport à l'ensemble des revendications restées en suspens après les grèves de mai-juin. Malgré cela, il y eut de 90 à 100 % de grévistes. Une réunion du personnel avait été prévue pour chaque équipe

à la cantine de l'entreprise, une le matin, une l'après-midi. Le représentant syndical C.G.T. y prit la parole le matin pour présenter aux ouvriers le but du mouvement... et dénoncer l'action des diviseurs de la C.F.D.T. (qui s'étaient pourtant, chez Desfossés, associés à la grève), et des gauchistes dans l'entreprise, appelant les travailleurs à resserrer l'unité dans la grande C.G.T. Les prises de parole des représentants de cette centrale furent fraîchement accueillies par les travailleurs. Malgré les déclarations du représentant syndical C.G.T. qui interdisait à la C.F.D.T. de prendre la parole en tant que telle, le représentant de cette centrale put s'exprimer au nom de sa section syndicale pour expliquer les positions de celle-ci quant à l'arrêt de travail. Malgré l'opposition de la C.G.T., des travailleurs du rang ont pu prendre la parole, et s'exprimer devant leurs camarades de travail sur les divergences qui les opposaient - bien que gréà la nature même de tels mouvements. L'après-midi, une dénonciation fut faite sur le fait que des ouvriers de l'imprimerie Lang, membres de la C.F.D.T., n'ont pu prendre la parole à la réunion

du personnel prévue le matin même dans cette entreprise. Aujourd'hui, quelque chose a vraiment changé chez Desfossés. puisque des ouvriers qui n'ont pas la même opinion que les dirigeants de la C.G.T. du Livre peuvent s'exprimer devant leurs camarades de travail et défendre leurs idées. Il n'y a pas encore si longtemps, le dialogue s'avérait difficile entre les militants révolutionnaires et les membres du P.C.F. qui militent dans les rangs de la C.G.T. Bien sûr, on ne peut pas discuter avec l'appareil, celui-ci est inconditionnel, mais avec les militants de la base ou simplement avec des ouvriers membres de la C.G.T., la discussion est maintenant ouverte. Pour l'ensemble des travailleurs de l'entreprise, le fait qu'une opposition à la politique de la C.G.T. se manifeste dans leurs rangs est un signe

encourageant en soi.

#### Chez LANG - Paris XIX

UCUN tract ne fut distribué avant le 12, pour préparer la « journée ». C'est à 8 heures du matin que les travailleurs apprirent qu'un débrayage aurait lieu deux heures plus tard. C.G.T. et C.F.D.T. appelaient le personnel à arrêter le travail et à se rendre à la cantine à 10 heures. 90 % des travailleurs débrayèrent cependant.

A la cantine la C.G.T. présente le mouvement comme un « avertissement » aux patrons. On passa vite sur le programme revendicatif (obtenir les revendications non satisfaites en mai), et la C.G.T. precisa ses principaux objectifs: former des militants syndicaux plus compétents sur le plan de la « gestion » (capables de « participer » sans doute) et d'autre part, et le point fut largement développé. songer à mener la lutte contre les « gauchistes » et particulièrement contre « les éléments extérieurs à l'entreprise, diffuseurs de tracts mensongers »

Et puisque la plus élémentaire démocratie ne peut être qu'un obstacle sur le chemin de la lutte des classes (à la mode C.G.T.), on vit la section C.G.T. Lang illustrer sa position d'un exemple aussi

immédiat que probant. La C.F.D.T., qui avait appelé elle aussi au débrayage, rappelons-le, à laquelle la C.G.T. avait « promis » une prise de parole fut empêchée de parler devant les travailleurs réunis. La chose avait été bien préparée, un cordon de militants C.G.T. placé devant la tribune fit barrage aux représentants de la C.F.D.T. qui voulurent prendre la parole.

Bousculade, échange de mots peu doux, d'un côté, évacuation rapide de la salle de l'autre. Brouhaha quand le délégué C.F.D.T. parvint enfin au micro devant une assemblée réduite. Ce fut donc le scénario trop habituel mais qui ne manqua pas de surprendre et d'écœurer pas mal de témoins — on n'avait jamais vu cela chez Lang.

Mais la C.F.D.T. réagit de son côté plus en dame offensée qu'en organisation responsable devant l'ensemble des travailleurs après

Les équipes d'après-midi étaient appelées à débrayer à 16 h. Et la C.F.D.T. décida de faire une réunion séparée et de reprendre le travail à 16 h 30 tandis que la C.G.T. le faisait reprendre à 17 h. La C.F.D.T. accepta donc finalement le fait que la C.G.T. ait brisé l'unité syndicale.

Il est certain que la C.G.T. habituée à voir dans le Livre son monopole syndical peu contesté supporte mal les conséquences de sa politique de mai. Le développement après mai dans le Livre de plusieurs sections syndicales C.F.D.T., l'accueil favorable recu par les tracts gauchistes sont pour elle autant de motifs d'inquiétude. Elle essaie de réagir par la censure et la violence, mais cela ne l'avancera pas plus que l'utilisation des mêmes méthodes avant elle, par le pouvoir gaulliste.

#### A la S. N. C. F.

#### Le Bourget

U Bourget, à l'appel pour la journée d'action nationale, les cheminots dépourvus jusqu'à la dernière minute d'information précise furent convoqués le 12 à un rassemblement pendant la coupure du midi. Un responsable de la C.G.T. énonça les revendications qu'il fallait de nouveau imposer après mai. A cela il proposa la signature d'une pétition que l'on remettrait au chef d'atelier, soit par les représentants du personnel soit par tous les travailleurs ensemble. Cette dernière proposition fut acceptée, et à l'embauche, nous nous retrouvions tous devant le bureau du « patron »

Celui-ci se fit attendre, puis signifia dès son arrivée qu'il n'acceptait pas la pétition : il avait reçu des ordres pour cela. Puis, il fit remarquer aux ouvriers qui étaient là que cela faisait presque une demi-heure qu'ils auraient dû reprendre le travail.

Sans doute voulait-il les prévenir que des sanctions seraient prises! Puisqu'à cet effet il a envoyé ses sbires prendre les noms de ceux qui avaient participé à cette action.

**Paris-Lyon** 

y avait foule sur les quais de la gare de Lyon, le soir du mardi 11 février. Les

trains ne partaient pas. A ceux

qui croyaient que les cheminots

avaient déjà commencé leur ac-

tion dans le cadre du 12 février,

on s'empressa vivement de ré-

pondre... que ce n'était qu'un blo-cage d'aiguillage dû au gel qui

empêchait les trains de partir.

En fait de manifestation, c'est

tout ce que l'on a pu voir à la

gare de Lyon. Les jours se sui-

vent mais ne se ressemblent pas. Le lendemain fut très calme. Il

paraît que des pétitions avaient circulé les jours précédents. A

avaient même pas eu connais-

sance. Quant à savoir si elles

ont été portées, c'est une autre affaire. Comme les délégués se

sont bien gardés de fixer une

heure précise pour aller déposer

les pétitions, les gars qui au-

AS un tract, pas une réunion,

si, le P.C.F., une semaine

dans lequel il attaquait à propos

avant, diffusait un tract

Paris-Nord

lampisterie, les gars n'en

#### **Aux Ateliers de Vitry**

près plusieurs réunions du syndicat à tous les niveaux, la discussion n'a amené aucune perspective de lutte, aucun mot d'ordre, en un mot, rien.

En fait d'action, le mercredi 12, l'ensemble des ouvriers fut prévenu qu'une réunion aurait lieu pendant la coupure de midi.

A ce rassemblement participaient à peu près une centaine de cheminots sur 600 que comptent les ateliers.

Après que le responsable C.G.T. eut fait son rapport sur les événements passés, il fut proposé un texte de pétition avec délégation à l'appui.

Lorsque la délégation arriva devant le bureau du chef d'atelier, celui-ci leur fit savoir qu'il ne les recevrait pas. Ce fut l'étonnement général mais chacun s'en retourna à son travail.



Les égoutiers de Paris place de l'Hôtel de Ville

#### **Assistance Publique** (Paris)

l'hôpital Lariboisière (Paris) un tract C.G.T., distribué le 12 au matin appelait à un rassemblement et, au verso on trouvait ces phrases : « Comme en mai - juin, avec des millions de travailleurs en lutte », « Comme en mai - juin, puissante journée d'action, tous unis, nous ferons céder le gouvernement».

Or, cette puissante journée s'est soldée, dans le même hôpitaine de participants) où la seule action d'éclat a été d'empêcher un étudiant en médecine, réputé « gauchiste » d'entrer.

Dans les autres hôpitaux, puissante action du même ordre avec la variante qu'à Saint-Louis par exemple l'assemblée avait été mise à 14 h 30, une heure avant la fin de la journée, sans doute pour éviter les velléités de grève, tandis qu'à R.-Poincaré (Garches) il y eut deux assemblées, une le matin, pour préparer celle du soir... à laquelle pratiquement personne n'a assisté.

Heureusement que le tract de Lariboisière disait qu'il fallait agir « comme en mai - juin », sinon personne n'aurait su qu'il y avait des « actions » dans les hôpitaux.

#### Paris-Massena

E n'est que le 12 au matin que les ouvriers reçurent un tract les invitant à participer au rassemblement qui aurait lieu pendant la coupure à 12 h 50.

A l'heure « H » une centaine d'ouvriers étaient là. Le secrétaire du syndicat C.G.T. prit la parole pour retracer les luttes de mai et juin et rappeler ce qui avait été acquis.

Puis il fut proposé un texte de pétition qui serait porté au chef d'atelier.

Au vote du texte de nombreux jeunes déçus une fois encore par l'attitude de la C.G.T. se sont abstenus.

Et, pour clore cette « belle journée » l'ordre fut donné d'aller reprendre le travail...

un coup de chapeau aux cadres autonomes, sans oublier la C.G.T., bien sûr!

Et puis, si, un autre tract. Le 12 au soir, le grand soir! Ce dernier reproduisait la prose de Séguy dans « L'Huma » sous le titre : « le 12 février a fait échouer la tentative d'escamoter le rendezvous de mars ».

Et on nous apprenait, à la grande surprise et à la satisfaction de tous, que la C.E. du syndicat de Paris - Nord, accompagnée d'une délégation d'une trentaine de cheminots avait déposé une motion au chef de gare.

Voilà tout le retentissement qu'a eu le 12 février à Paris-Nord.

#### Dépot de la Plaine

A U dépôt Plaine, nous avons eu un tract diffusé par la C.G.T. peu de temps avant la journée d'action. Pas de réunion d'information, rien! Mais on nous appelait à faire une grève du zèle.

Celle-ci fut très peu suivie, et n'eut en tout cas aucune répercusdu 12 la C.F.D.T. et F.O. et tirait sion sur le trafic.

#### Chez KODAK (Sevran)

NVIRON une semaine et tistes qui, à 6 heures du matin, tous les travailleurs de Kodak d'action » (grèves, manifestations, son devoir, la C.G.T. s'est tue que la veille, bien des ouvriers (en majorité des femmes) du département de la photo couleur ignoraient ou avaient oublié la « grève » du 12.

Le jour « J » seulement on a vu réapparaître trois militants cégé- Sevran.

demi avant le 12, la C.G.T. heure de l'arrivée de la première diffusait un tract appelant équipe, distribuaient des tracts, appelant les travailleurs non pas à à Sevran à une « grande journée une grève, mais à une réunion à 14 heures dans l'enceinte de meetings, etc.). Puis, avec la l'usine. Heure judicieusement conscience satisfaite d'avoir fait choisie, car c'est alors que sort l'équipe du matin et entre l'équipe jusqu'à la journée d'action. Si bien du soir. Ainsi, la C.G.T. parvint à rassembler un certain nombre de travailleurs, devant qui de 14 heures à 14 h 30 elle a fait son numéro de discours habituel. Au bout d'une demi-heure, tout le monde s'en fut, et la «journée d'action » s'acheva chez Kodak

#### **Chez LEGAL** (Blanc-Mesnil)

PHEZ « Legal » qui torréfie le café et fabrique du « soluble », appartenant à la « Général Food » dont dépend aussi « Kréma », « Hollywood », « C.E.T.E.T. », « Sulta », etc., un débrayage d'une tal par... une assemblée (une cenheure a eu lieu le 12 février. Sur les 200 personnes qui travaillent taine de participants) où la seule dans cette usine, 130 sont à la production. Et c'est essentiellement ceux de la production qui ont participé au débrayage. Pas tous, mais environ la moitié seulement, de 12 h à 14 h 30, selon les horaires en début ou en fin de poste.

Cette journée avait pourtant été préparée par une réunion, le 7 février, où, entre 12 h et 14 h, par petits groupes, la section syndicale C.G.T. (seule représentée), avait consulté les ouvriers. Elle avait même, à la suite de cette réunion, fait une consultation par écrit, qui avait fait apparaître que 34 ouvriers voulaient débrayer 24 heures, 56 une heure et le reste était ou indéterminé ou franchement contre tout débrayage.

La maîtrise, au moment du débrayage, joua son rôle habituel en effectuant des pressions sur les ouvriers et ouvrières. La direction quant à elle avait ressorti une note existant depuis des mouvements de grève de 1964 précisant les conditions (pressions à contrôler, tests à faire) à observer obligatoirement en cas de grève. On pourrait croire que c'est par égard pour le consommateur des produits « Legal »... si en cas de panne de courant par exemple, on ne se passait pas régulièrement de ces contrôles, sans que la qualité du produit ait apparemment à en souffrir.

Ce qui fut le plus caractéristique de ce mouvement du 12 février chez « Legal », c'est qu'aussi bien à la réunion préparatoire qu'au cours du débrayage, les ouvriers ne ménagèrent pas leurs critiques

sur l'attitude des syndicats en mai.

#### A Rouen

#### Comment la C.G.T. voit la liaison étudiants - travailleurs

Rouen, la C.G.T. avait organisé un meeting à 17 h 30. Environ 1.500 personnes y assistaient. Un grand nombre de lycéens et d'étudiants étaient présents. On entendit divers discours des permanents locaux : Isaac, Letessier, Demercastel. Mais l'attention des participants était surtout portée dans la foule, où le service d'ordre C.G.T. illustrait « manu militari » sa conception de la démocratie. Des étudiants et des lycéens distribuaient un tract de solidarité avec les luttes ouvrières. On tenta de leur arracher, déchirant même ceux que des gens lisaient, ce qui amena des protestations vigoureuses d'un certain nombre de travailleurs présents. Lorsque les étudiants déplièrent une banderole où était inscrit : « Solidarité étudiants, travailleurs, lycéens », le service d'ordre chargea violemment, bousculant, frappant et arrachant la banderole. A ceux qui s'indignaient, les cogneurs répondaient : « On a des ordres d'Isaac » (le secrétaire de l'U.D.). Lequel Isaac termina son discours sous les cris de « Solidarité étudiants-travailleurs ».

Mais l'objectif de la C.G.T. d'empêcher le contact entre étudiants et travailleurs ne se réalisa pas. Malgré les injures et les calomnies des staliniens, de nombreuses discussions eurent lieu, les étudiants expliquant les raisons de leur participation au meeting et leur conception de la démocratie.

Après le meeting, une courte manifestation défila dans les rues de Rouen, criant : « Echelle mobile », « Solidarité étudiants-travailleurs », la banderole des étudiants y figura ainsi qu'une pancarte du Comité d'Action Santé du C.H.U. « L'Internationale » fut reprise plusieurs fois. La séparation eut lieu devant la Préfecture, et à nouveau des discussions eurent lieu entre étudiants et travailleurs, malgré le service d'ordre C.G.T.

#### A l'hôpital psychiatrique de Sotteville-les-Rouen

E syndicat C.G.T. a lancé le mot d'ordre de grève de 24 heures pour le 12 février (la C.F.D.T. ne s'était pas associée au mot d'ordre).

Il fut suivi pratiquement par tout le service économique (jardiniers, électriciens, etc., ASI, mais pas par les bureaux) et par une minorité du service médical. Il faut noter cependant qu'un bon nombre d'infirmières se sont déplacées pour signer une pétition.

A la grille, des piquets avaient été organisés et des banderoles accrochées réclamaient l'échelle mobile, l'augmentation des salaires.

Le matin, afin de discuter entre nous de nos différents problèmes nous nous sommes partagés en 3 commissions de travail organisées

Une sur la formation professionnelle : Une sur les revendications sectorielles;

Et une autre sur les effectifs.

L'après-midi, s'est tenue une assemblée générale du personnel où fut fait un compte rendu de ces commissions.

Il s'avéra entre autres qu'il manquait environ 185 infirmières pour le service médical, que le nombre d'ASI (femmes de service) promis en mai était loin d'être atteint, et que le nombre d'ouvriers était nettement insuffisant.

A l'assemblée, des étudiants en psychologie sont venus au nom de l'U.N.E.F., expliquer de quelle façon s'étaient déroulées les élections Edgar Faure à la Faculté des Lettres de Rouen, et pourquoi ils avaient boycotté la réforme Edgar Faure.

Ils ont aussi manifesté le désir d'avoir d'autres relations avec les ouvriers pour connaître plus profondément leurs problèmes et faire connaître les leurs. Leur intervention fut applaudie par les ouvriers. Un des dirigeants C.G.T., membre du P.C.F., les a remerciés mais en demandant si ce point de vue n'était pas celui d'une minorité: « je ne citerai pas de quelle tendance ».

Nous n'espérions pas bien sûr obtenir ce que nous n'avons pas eu en mai 68. Mais pour nous, cette journée d'action du 12 février n'a été que l'avant-goût de ce que pourra être la prochaine lutte.

#### Au Centre Hospitalier Universitaire de Rouen

U C.H.U., la C.G.T. avait décidé une heure de grève mercredi, de 16 h 30 à 17 h 30. Lorsque le directeur général l'apprit, il dit au syndicat: « Que vous fassiez une heure ou vingtquatre heures, je m'en moque, je retiendrais une journée sur la paie de toutes façons. » C'était la première fois que le directeur menaçait de ne pas payer une journée de grève (en mai, nous avons tous été payés à 100 %). Devant la réponse du directeur, le secrétaire de la C.G.T. décida vingt-quatre heures de grève. Ce n'était pas l'avis des ouvriers; pour eux, il fallait maintenir une heure de grève sans tenir compte de ce qu'avait dit le directeur, et s'il maintenait sa position, on se remettrait en lutte. La décision de la C.G.T. fut interprétée comme une reculade et beaucoup, y compris ceux qui avaient l'habitude de faire grève, ne participèrent pas au mouvement.

Le directeur, pour montrer qu'il était décidé à faire ce qu'il voulait, réquisitionna, dès l'annonce des vingt-quatre heures, tous les chefs d'équipes. C'est la première mois que cette mesure est appliquée au C.H.U. (Il s'agit de l'application d'un texte de 1967 autorisant en cas de grève des hôpitaux la réquisition des agents hospitaliers.)

En reculant sans cesse devant la direction comme elle le fait depuis longtemps, la C.G.T. au C.H.U. ne contribue en fait qu'à se couper de plus en plus des travailleurs et à perdre son influence.

#### Vierzon

Vierzon, la journée d'action enthousiasme. Il est à noter qu'à la C.A.S.E. par exemple, les ouvriers ont été informés de l'action préconisée par l'Union adoptée à l'unanimité dans l'indiflocale le mercredi à midi seulement. Pour la plupart des entreprises, il s'agissait de faire une heure « minimum » de grève à la fin de la journée pour pouvoir assister au meeting à la Bourse du Travail à 17 h 30.

Il est difficile de donner des chiffres exacts sur le pourcentage nellement combatifs n'ont pas répondu unanimement à l'appel (que ce soit à l'U.N.E.L.E.C., à la C.A.S.E., ou à la S.N.C.F.).

#### DU COCO A GOGO

La consommation de carburant automobile a atteint, en 1968, 14.460.000.000 de litres.

Si l'on sait que l'Etat prélève environ 80 centimes sur chaque litre d'essence, cela fait la coquette somme de 1.157 milliards d'anciens francs. De quoi construire entre 120.000 et 150.000 logements, ou 4.000 à 5.000 km d'autoroutes.

On ne les a pas, bien sûr, mais à ce prix-là l'automobiliste a tout de même bien droit à sa ration de « contrac-

Le meeting pour lequel la partimai, s'est terminée par la traditionnelle résolution « fourre-tout » férence générale.

Cependant, malgré la forme s'est déroulée sans grand cipation et l'ambiance étaient loin d'action envisagée, la propagande de rappeler ceux des grèves de faite (pratiquement nulle dans la plupart des entreprises) la classe ouvrière a manifesté son désir de lutte. C'est bien le seul point positif de cette journée.

#### **9** *A Bourges*

A journée d'action de la C.G.T. s'est déroulée sans manifestation publique. Pour la plupart des entreprises, il s'agissait d'observer deux heures de grève. Les pourcentages que l'on de participants. Il est cependant à peut relever montrent que l'ampleur du mécontentement dans la noter que des secteurs tradition- région est grand. Malgré très peu, voire aucune propagande sur les formes et les buts de l'action, les débrayages furent assez importants. Notamment à Michelin, où pour l'équipe du matin l'on parle de 80 % des ouvriers en grève pendant deux heures. L'atmosphère dans cette usine est à la lutte. Témoin la grève des équipes pour la réintégration d'un ouvrier déplacé dans un autre atelier en début de semaine et qui fit céder Michelin, patron de combat s'il en est. Pour Nord-Aviation, la participation à la grève dans le secteur « engins » fut très faible. Pour l'ensemble de l'usine, la proportion est un peu meilleure (environ 30 %).

> Les établissements militaires, eux, n'ont pas fait grève, mais ont seulement organisé une pétition sous forme de « cartes revendicatives pour M. le Ministre des Armées » (sic).

> A 18 h 30, s'est tenu un meeting à la Bourse du Travail. L'assistance ne dépassait pas 200 personnes et l'habituelle énumération des revendications fut conclue par un appel à l'achat de la « V.O. » pour... « aider certains camarades à remplir leurs feuilles d'impôts » (re-sic). Il a été aussi reconnu l'importance du rôle qu'a joué la jeunesse en mai et la nécessité pour la C.G.T. de lui ouvrir ses portes: « Ceux qui ne l'ont pas encore compris doivent réviser leur position. » Malheureusement, la salle avait une movenne d'âge plus que respectable et toutes ces exaltations de la jeunesse laissèrent l'assemblée sans enthousiasme.

> Peut-être que la jeunesse de Bourges, après l'expérience de mai, n'est pas très attirée par l'action syndicale, étant donné le rôle que les appareils syndicaux ont joué à ce moment-là.

#### Dans les P.T.T.

#### Inter-Lille

NE semaine avant le 12 février, personne à Inter-Lille ne parlait du mouvement.

Trois jours avant seulement, les agents commençaient à discuter de la « journée d'action ». De façon interrogative, car la C.G.T., si elle avait distribué plusieurs tracts sur les problèmes généraux, qui touchent le personnel des P.T.T. n'avait pas encore ni réuni le personnel pour définir les modalités de la journée d'action, ni proposé quoi que ce soit.

Peu de monde était pour la grève, si ce n'est les auxiliaires, sensibilisés sur le problème de la titularisation.

Ce n'est que la veille que l'on apprendra la forme d'action retenue par le syndicat : une pétition à aller porter à la Préfecture.

Une forte majorité signa, mais personne ne voulut aller en délégation : seul le secrétaire C.G.T. et un autre militant y allèrent.

Au sortir de la journée, personne n'était démoralisé, sauf les deux militants qui allèrent seuls en délégation.

#### A Saint-Omer

ES préposés d'un bureau de poste de Saint-Omer, appliquant les consignes de la C.G.T. qui demandait aux travailleurs de décider eux-mêmes des modalités d'action dans leur secteur de travail respectif, se sont mis en grève.

Malheureusement un arrêt de travail n'était pas dans les plans de la direction régionale C.G.T. des P.T.T. qui, à l'occasion, n'avait déposé aucun préavis de grève en prévision d'un tel mouvement qui aurait pu être décidé localement.

Résultat : 5 travailleurs reçurent un blâme de leur administration.

#### A Saint-Nazaire

A Saint-Nazaire comme ailleurs, la journée du 12 février a été nérale. l'occasion pour la C.G.T. de jouer de tout son poids pour la reprise des journées d'actions interrompues par Mai-Juin. Les autres syndicats C.F.D.T. et F.O. n'avaient pas appelé. A une intersyndicale suscitée par la venue de Couve de Murville le 8 février, la C.G.T. avait répondu aux deux autres qui proposaient une manifestation pour cette journée qu'elle était d'accord... à condition qu'ils participent avec elle le 12, ce qui avait été refusé.

Dans la métallurgie, un tract par jour la semaine précédente, sans compter les journaux spéciaux du P.C. et de la C.G.T., panbourrage de crâne intensif.

Le tout dans l'indifférence gé-

La C.G.T. appelait finalement à un débrayage de 1 h 30 en fin de journée, suivi d'un meeting devant l'usine.

Dans ce climat, le fiasco fut sans précédent à Saint-Nazaire. 12 % de sortants aux Chantiers et Babcock-Atlantique (à l'Etablissement Naval, sur 3 500 présents, 438 sortants), 20 % à Sud-Aviation où de graves problèmes de charge de travail sont posés, participation de quelques centaines de travailleurs au meeting. Un autre rassemblement (bâtiment, etc.), prévu à la Bourse du Travail ne réunit que 30 participants.

Ce qui n'empêche pas évidemneaux d'affichage submergés, ment la C.G.T. locale d'afficher « succès complet » le lendemain!

#### LIITTE MINDIÈDE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souliaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceuxlà, non seulement de lire «LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

# MAI-JUIN AU FIL DES JOURS (XI)



FLINS: Les C.R.S. pourchassent les manifestants.

(U.P.I.)

A propos de la manifestation du 1er juin

« Les mots d'ordre véhiculés dans cette manifestation sont significatifs des objectifs aventuristes et démagogiques réels de cette agitation: Ne bradez pas la grève pour un bulletin de vote. »

Le Peuple, n° 799-800-801, page 80.

Dans les usines, les dépôts, les organisations d'extrême-gauche appellent les travailleurs à ne pas céder devant les campagnes d'intoxication de la grande presse. Les revendications sont rappelées. Quarante heures, échelle mobile, etc.

La quasi-totalité des quotidiens pousse à la reprise. La radio pousse à la reprise. Face à ce déluge, quelques petits journaux, quelques tracts et le dévouement de milliers de jeunes souvent attaqués par les policiers ou, devant les usines, par des permanents du P.C.F. Et le grand mouvement tiendra encore trois semaines.

#### DIMANCHE 2 JUIN

Les grévistes réoccupent les gares de Strasbourg et de Mulhouse. Négociations difficiles dans les transports et la métallurgie. Un certain nombre de cadres gaullistes organisent des manifestations pour la reprise. Ceci entraîne un raidissement des travailleurs, y compris parmi ceux qui ont confiance dans les appareils syndicaux.

Il faut aussi noter un fait important. Tout en s'orientant vers la reprise, les directions syndicales ne veulent pas qu'on les pousse au derrière dans ce sens. Les gaullistes sont parfois visiblement trop pressés et portent préjudice à la savante tactique élaborée par les directions syndicales. Ils réveillent maladroitement le « gauchisme ».

#### 4 JUIN

Gros titre dans L'Humanité:

« Gouvernement et patronat prolongent la grève dans des secteurs importants. »

Page 6. Chez Renault: « La direction et le gouvernement-patron seuls responsables de la poursuite du conflit. »

A la vérité, le gouvernement s'en tient aux accords de Grenelle. La grève dure parce que les travailleurs repoussent, à juste titre, ces accords. L'intérêt des titres ci-dessus, c'est qu'ils permettent de présenter la reprise comme un bon tour joué à l'Etat et aux patrons.

P. 5. Henri Krasucki déclare :

« Les travailleurs n'ont aucun désir de prolonger une grève sans motif...

Les travailleurs qui ont obtenu satisfaction décideront en bon ordre de la reprise du travail ».

« Sans motifs »... Et le même homme écrivait — il y a 6 jours — « En avant pour une victoire retentissante. »

« Obtenu satisfaction »... et Frachon parlait — il y a 8 jours — du « profond attachement des travailleurs à l'Echelle mobile ». « La C.G.T. appelle la population et la classe ouvrière

à une vaste solidarité matérielle pour ceux qui sont contraints de poursuivre leur mouvement. »

Contre le fleuve de l'unité dans l'action... le canal de

dérivation des quètes.
P. 4.\* Des commandos factieux attaquent les piquets de grève. A Saint-Denis S.N.C.F., à l'E.D.F. de Saint

Ambroise, à l'usine Neumann de Croissy. »

La contre-attaque électorale s'élabore difficilement.

« Le conseil national S.F.I.O. regrette que le P.C.F.
n'ait pas retenu l'idée d'une candidature unique. »

#### 5 JUIN

La reprise ne se fait pas assez vite. La presse bourgeoise aiguillonne les directions syndicales en les soupçonnant injustement de noirs projets.

Le Figaro: « La C.G.T. joue-t-elle un jeu double

destiné à déplacer les événements actuels du plan syndical au plan politique ?

Sommes-nous en présence d'une tentative délibérée de sabotage de la prochaine consultation électorale? Au profit de qui? »

Paris-Presse: « Le refus de la reprise... risque-t-il d'empêcher les élections générales?... Le rôle du P.C.F. n'est pas net et plusieurs observateurs se demandent aussi ce que veut exactement la C.G.T. »

Ces ignobles font semblant de ne pas comprendre qu'on ne peut pas faire oublier du jour au lendemain les Ordonnances, les 40 h et l'Echelle mobile.

Pourtant, L'Humanité fait son possible :

P. 3. Gros titre « Gaziers et électriciens ont signé leurs succès » « La Vie Ouvrière » n° 1241. Héliogravure du 12-6-1968 relate l'événement en ces termes :

« La reprise du travail a été votée.

« Oui dit un autre ouvrier, mais ça fait mal au cœur de reprendre, alors que d'autres copains... »

« Alors là, mon frère, pas de problème, faut les aider et en premier lieu, financièrement. On en a parlé au syndicat et on a pensé qu'en premier lieu, une journée de salaire... »

Pendant ce temps, la police qui avait investi lundi soir le centre de chèques postaux de Lyon renouvelle cette opération mardi à 15 heures à l'intertéléphonique.

A l'usine Paris-Rhône de Lyon, coup de main effectué par un « groupe d'Action Civique ». Plusieurs ouvriers du piquet de grève sont blessés ».

La contre-attaque se prépare... avec des bulletins de vôte

Le B.P. du P.C.F. déclare :

« La question qui est posée devant le pays n'est pas gaullisme ou communisme, mais dictature ou démocratie. »

Cependant, P. 7 de l'Humanité du 5 :

« Parce que le gaullisme en a peur, deux millions et demi de jeunes n'auront pas le droit de voter. »

Avant même que le jeu de dames des élections commence, l'ennemi nous souffle une rangée. Ça ne fait rien, on va jouer quand même...

« Le bureau confédéral de la C.G.T. estime que partout où les revendications essentielles ont été satisfaites, l'intérêt des salariés est de se prononcer en masse pour la reprise du travail dans 'unité. »

Bien que n'ayant pas (comme a dit Séguy) donné un ordre de grève générale, il ne puisse donner un ordre de reprise, ça le démange drôlement. Notons que les 40 heures, l'abrogation des ordonnances et l'Echelle mobile des salaires ne font plus partie des revendications essentielles.

Séguy nous avait portant dit que « La C.G.T. monte la garde autour des revendications... etc. ». Conclusion : Il faut un œil sur l'horizon et un œil sur la sentinelle. Le Bureau confédéral continue :

« Toute autre attitude fournirait à de Gaulle le prétexte qu'il attend, qu'il espère, pour éviter la consultation du peuple. »

Autrement dit, il faut « rentrer » à tous prix, et même à n'importe quel prix.

#### 6 JUIN

L'Humanité :

« Sidérurgie : rentrée générale sous le signe d'un succès sans précédent. »

Page 1 gros titre : « Cheminots RATP postiers

Page 1, gros titre: « Cheminots, R.A.T.P., postiers, mineurs, E.D.F., etc.: reprise victorieuse du travail dans l'unité. »

Le très réactionnaire *Parisien Libéré* s'associe à la joie. Gros titre :

« Quatre bonnes nouvelles. Reprise du travail à la R.A.T.P., la S.N.C.F., les P.T.T. et les services municipaux. »

Tandis que Le Figaro daigne donner (vingt-quatre

heures après ses propos méchants) un certificat de bonne conduite :

« La C.G.T. montre qu'elle sait ne pas céder aux gesticulations révolutionnaires. »

En effet, sous le titre « Vigilance », L'Humanité du 6-6:

« Des groupes gauchistes, le plus souvent étrangers au personnel des entreprises (...) interviennent avec violence pour s'opposer à la volonté des travailleurs de reprendre le travail, là où les revendications sont satisfaites. »

Mais, quand on regarde les choses de plus près, on ne retrouve pas l'enthousiasme des gros titres.

Page 4: « Les cheminots l'ont emporté sur le pouvoir. La semaine tombera à 44 h 30 en juillet. Salaires relevés de 10,2 à 16 %.

» Il est vrai qu'une certaine méfiance se manifeste par exemple contre le gouvernement. Qui s'en étonnerait? Les cheminots ont été si souvent roulés par le pouvoir gaulliste.

» Mais, en ayant, avec les autres grévistes, obligé le gouvernement à recourir à des élections, ils se sont ménagé une nouvelle chance de voir garanti ce qu'ils viennent d'obtenir par la lutte.

» Cette deuxième chance ne doit pas être compro-

» Pour garder toutes ses chances pour la « deuxième manche », celle qui se jouera le 23 juin avec les cartes d'électeurs, il faut que la reprise s'effectue aussi avec la même unanimité. »

Et voilà pourquoi l'échelle mobile a disparu. Ce sont les élections qui vont garantir les augmentations de salaires

Voyons encore plus dans le détail la reprise dans une grande gare vue par *La Vie Ouvrière* n° 1.241, héliogravure du 12-6-1968.

Nous allons assister à une belle entreprise d'abêtissement du prolétariat avec l'art de mettre sur le même plan la solidarité dans l'action et l'aide financière.

« Gare Saint-Lazare. André Argalon, secrétaire général adjoint de la Fédération C.G.T., explique comment a tourné la discussion. « Si, au cours de la nuit, nous » avons pu obtenir des reculs du gouvernement, nous » le devons pour une part essentielle aux gaziers- électriciens (les applaudissements crépitent) qui, » dans la journée d'hier, sont allés contacter les » camarades de nombreux centres et leur ont communiqué qu'ils ne reprendraient pas le travail tant que

niqué qu'ils ne reprendraient pas le travail tant que
les cheminots n'obtiendraient pas des satisfactions
sensiblement égales aux leurs.
... Un cheminot arrive, envoyé de Pontoise par

l'ensemble de ses camarades. « Rappelez-vous, diman-» che, nous pensions que le gouvernement voulait nous » laisser seuls, et les gaziers-électriciens et les postiers » nous ont aidés en poursuivant le mouvement. C'est » pour ça que nous pensons qu'il nous faut aider » maintenant les métallos. »

» On lui répond : « C'est une bonne réaction des » copains de Pontoise. Si tous les cheminots se » déclarent d'accord pour terminer la grève, alors, il » nous faudra tous aider pour que les métallos ne » manquent de rien, ni leurs familles, ni leurs gosses. »

» Oui, c'est ça. Et maintenir l'unité. Car la lutte continue. Et il y a autre chose à gagner maintenant. De Gaulle et son pouvoir à battre aux élections. C'est cela qu'il faut. »

Pas du tout gênés par la solidarité financière, les commandos gaullistes continuent leur guerre de harcè-lement. Chez Peugeot, ils lancent des grenades offensives en direction des piquets de grève contre les grilles de l'usine.

« Le personnel municipal d'Orly exige la dissolution du Comité d'Action Civique », annonce L'Humanité du 6-6, qui consacre trois pages à la préparation des législatives et qui, dans le cadre de cette préparation, publie une lettre d'un militant P.C.F. à Etienne Fajon:

« Il convient, selon moi — et notre journal pourrait l'écrire —, que dans nos cortèges, « La Marseillaise »... soit d'avantage associée à « L'Internationale », que les drapeaux tricolores se mêlent plus nombreux aux drapeaux rouges. »

Aveu implicite que, jusqu'à ce jour, les militants P.C.F. eux-mêmes avaient tendance à faire du « gauchisme ».

« L'Internationale » est le chant de l'attaque. « La Marseillaise » est l'hymne de la retraite.

(Les débuts de cette rubrique sont parus dans « Lutte Ouvrière » à partir du n° 19.)

# LUTTE OUVRIERE Directeur Publication: Michel Rodinson ABONNEMENTS: 6 mois 15 F 1 an 25 F ABONNEMENTS DE SOUTIEN: 6 mois 30 F 1 an 50 F ABONNEMENTS SOUS PLI FERME: 6 mois 35 F 1 an 65 F Correspondance: M. RODINSON - Initiative Socialiste 54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6

Distribué par les N.M.P.P. — C.P.C. - PARIS

Imprimerie : ROTO — TECHNIC OFFSET